



Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du mercredi 6 novembre 2024

Le six novembre deux mille quatre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 29 octobre 2024, s'est réuni salle du Conseil Municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présent.e.s :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, CHASSAY Laurent, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie.

Étaient représenté.e.s :

M. COELHO Vasco	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma à compter du point : DEL 24 120
Mme GAULIER Danièle	mandat à Mme SASU Hancès
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à M. BOURVEN Julien à compter du point : DEL 24 119
M. BANCE Stéphane	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian
M. OMRANE Alain	mandat à M. CHALBI Yacin jusqu'au point : DEL 24 120
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme HACHE Bénédicte
Mme FOURNIER Laura	mandat à M. MARQUES Henrique
M. AOUMMIS Hassan	mandat à Mme DESPRES Catherine
Mme FOURNIAUD Martine	mandat à M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien
Mme BENKAHLA Malika	mandat à M. PANETTA Tonino
M. HUTIN Sébastien	mandat à BALIAS Thierry

Étaient absent.e.s :

M. FONDENEIGE Matthias
Mme DOS REIS Sabrina,

Secrétaire de séance : Damien DESROCHES

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du 25 septembre 2024	4
→ Approbation de l'ordre du jour	4
RESSOURCES HUMAINES	6
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal	6
→ Approbation de la convention relative au paiement des honoraires des médecins agréés auprès du Centre Interdépartemental de Gestion (CIG)	6
FINANCES.....	7
→ Modification Décision modificative N° 1 – Exercice 2024 Budget Principal	7
→ Modification Décision modificative N° 1 – Exercice 2024 Budget annexe des parkings	23
→ Admission en non-valeur de créances irrécouvrables — Budget Principal	24
→ Appel Admission en non-valeur de créances irrécouvrables Budget annexe des parkings	25
→ Subvention d'équilibre 2024 du budget principal au budget annexe des parkings	25
→ Budget 2025 - ouverture anticipée de crédits - Investissement - Budget 2025.....	26
→ Attribution d'acomptes de subventions au Théâtre Cinéma et au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Choisy-le-Roi – Budget 2025.....	27
DÉVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETÉ – DLC	28
→ Convention pour l'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV).....	28
→ Subvention municipale aux associations 2° affectation	30
→ Contrat de Ville « Engagements Quartiers 2030 »	30
ARCHIVES – DOCUMENTATION – PATRIMOINE	35
→ Adhésion à l'Association des Archivistes Français (AFF)	35
ENFANCE.....	36
→ Fixation des tarifs de location des centres de vacances pour l'année 2025	36
URBANISME	38
→ Rétrocession par la Société d'Aménagement et Développement des Villes et du Département du Val-de-Marne (SADEV94) du gymnase de la ZAC des Hautes Bornes.....	38
→ Acquisition des parcelles sises 25, rue des Pâquerettes et 92, quai de Choisy auprès des conjoints PEREIRA GASPARD VINCENT	39
→ Approbation de l'avenant N°8 au traité de concession d'aménagement de la ZAC du Port	40

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES (DGST).....	41
→ Approbation de l'avenant N°14 relatif à la convention d'exploitation du service urbain « Choisy Bus » avec la RATP	41
→ Approbation de la convention d'engagement au titre de la mise en place d'un outil métropolitain de supervision énergétique des bâtiments publics – ADVIZEO	42
SPORTS	44
→ Répartition des subventions municipales aux associations sportives année 2024	44
COMMERCES.....	45
→ Dérogation au principe de repos dominical à Choisy-le-Roi – Calendrier des ouvertures autorisées pour l'année 2024.....	45
→ Contrat d'abonnement pour le stationnement payant sur le domaine public pour les véhicules des commerçants installés en zone 2.....	48
HABITAT	49
→ Approbation de la convention d'objectifs 2025 – 2028 entre la Ville et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Val-de-Marne (ADIL94).....	49
CONSERVATOIRE	50
→ Convention de partenariat entre le Centre Européen de Musique de chambre ProQuartet et la commune de Choisy-le-Roi	50
ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....	51
→ Approbation de l'avenant N°1 — Conseil Local de Santé Mentale « Lucien BONNAFÉ »	51
→ Compte rendu des décisions L-2122Q2 du Code général des collectivités territoriales	52

La séance est ouverte à 19 h 20 sous la présidence de M. Tonino Panetta, maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Bonsoir chers collègues. Il y avait des collègues qui avaient des soucis de tablette, Yohan est là...

Johan : Johan.

M. le Maire : Johan, excusez-moi, Johan. Profitez-en pour lui donner, ceux qui avaient signalé des problèmes sur leur tablette.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Bien, donc comme d'habitude vous avez été convoqués dans les formes légales. Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Monsieur Damien Desroches m'a fait savoir par courrier qu'il désirait être secrétaire. Donc, c'est accordé, Monsieur Desroches.

(M. Damien Desroches est désigné secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je donne la parole à notre directeur, Monsieur Baranger, pour procéder à l'appel.

→ Appel

M. Denis Baranger : Bonsoir à toutes et tous. Je vais donc procéder à l'appel nominal des élus du Conseil Municipal.

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

Le quorum est atteint, on peut continuer, Monsieur le Maire.

→ Approbation du procès-verbal de la séance du 25 septembre 2024

M. le Maire : Très bien, merci Monsieur Baranger. Vous avez reçu le procès-verbal de la précédente séance du 25 septembre avec votre convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, nous pouvons donc l'adopter. Merci.

→ Approbation de l'ordre du jour

M. le Maire : Y a-t-il des observations dans l'ordre du jour que vous avez reçu ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Oui, Monsieur le Maire. Lors du dernier Conseil Municipal, j'avais interrogé le Conseil et vous-même sur l'opportunité de faire des subventions sur la question, notamment des graves intempéries qui avaient touché nos amis vietnamiens et italiens de Lugo. Vous nous aviez dit que vous regarderiez. Évidemment, on pourrait, du coup, aujourd'hui, se poser la question sur la région de Valence qui a été frappée aussi violemment.

Vous deviez aussi revenir vers nous avec des éléments sur la subvention qui avait été allouée à la Fondation de France pour les populations victimes de la guerre à Gaza. Écoutez, ce n'est pas à l'ordre du jour, donc je voulais savoir si c'était pour la prochaine fois ou si vous aviez des éléments à nous donner.

M. le Maire : Pour Gaza, cela a bien été fléché et utilisé, c'est ce que l'on nous a vendu comme réponse, alors qu'initialement ils pensaient la re flécher vers d'autres organismes. Donc, je vous donne la réponse qu'ils nous donnent. En tous les cas, nous avons versé l'argent et cela a été utilisé.

En ce qui concerne Lugo, avec les contacts, il n'y a pas eu vraiment, cela n'a aucune commune mesure avec ce qui s'est passé il y a un an et deux ans où nous avons fait un don, bien sûr. Là, ils n'ont pas, d'ailleurs ils ne réclament pas, il n'y a pas besoin, il n'y a pas de souci.

Par contre, nous avons la désagréable surprise, effectivement, où là le problème se pose, de Valence. La France d'ailleurs avait proposé, et d'autres pays, leur aide. A priori, dans un premier temps, cela a été refusé. Donc, je ne sais plus sur quelle position ils sont parce qu'effectivement, vu le nombre de victimes, il serait bon, comme nous le faisons usuellement, de faire un don. Après, je me tourne vers les services pour que l'on ait un avis officiel. Est-ce qu'ils sont restés sur ce refus d'aide de la part de la France, notamment ? Ce n'est pas un refus, cela arrive que des pays ne veulent pas. Ou est-ce que finalement ils ont accepté les aides ? J'avoue que je ne sais pas. Cette malheureuse actualité, malheureusement, est toujours présente. Donc, je vous propose, ensemble, vous-même, de me donner des informations si vous en avez et vers qui l'on pourrait, effectivement, donner une aide, un don, non pas une subvention, mais un don. Il n'y a pas de souci. Comment ?

Un intervenant : Le Vietnam aussi.

M. le Maire : Oui, alors le Vietnam c'est plus compliqué. Je sais bien qu'il y a une association, mais l'on peut en discuter. C'est difficile de savoir. J'ai vu l'ambassadeur lors d'une visite. A priori, ils ne me disent « pas de problème », mais c'est le Vietnam. Donc, là aussi... Je vous invite, vous, à approfondir et je vous suis. Dites-nous quelle serait une association efficiente sur place qui pourrait faire des choses, dans quel besoin, que l'on puisse flécher précisément et il n'y a aucun souci. Là-dessus, on peut travailler ensemble. Voilà. Ce n'était pas l'ordre du jour, mais je vous réponds quand même, c'est normal. Donc on peut se voir après. Vous pouvez venir me voir et m'indiquer ce que vous avez. Voilà.

Avant de commencer notre ordre du jour, je voudrais que l'on fasse une minute de silence pour un ancien agent. Nous avons appris tardivement le décès de Monsieur Frédéric Michel qui a travaillé pendant plus de 20 ans dans notre commune au service parcs et jardins. Il avait changé de commune il n'y a pas si longtemps. Sur quelle commune ?

Un intervenant : Alfortville.

M. le Maire : Alfortville. Malheureusement, lorsque le décès est survenu, il était au service de la commune d'Alfortville. Néanmoins, c'était un élément de grande qualité qui a travaillé et qui s'est dévoué pour notre commune parcs et jardins pendant plus de 20 ans. Donc, je vous propose d'avoir une pensée pour lui, pour sa famille, et de faire une petite minute de silence, si vous le voulez bien.

Le Conseil observe une minute de silence.

Merci.

RESSOURCES HUMAINES

→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire : Nous allons commencer par les ressources humaines, sur une modification du tableau des effectifs. C'est essentiellement dû à des grades supplémentaires, donc c'est la gymnastique habituelle. On supprime un poste, on en crée un autre, donc il n'y a pas de création de postes purs, comme vous le verrez dans la notice.

Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je ne pense pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

Vote de la délibération n° 24.118

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.118 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation de la convention relative au paiement des honoraires des médecins agréés auprès du Centre Interdépartemental de Gestion (CIG)

M. le Maire : Nous arrivons donc de suite au point n° 2. C'est une convention que l'on vous demande d'adopter, relative au paiement des honoraires des médecins qui sont agréés auprès du Centre Interdépartemental de Gestion, le CIG, avec qui nous voulons passer une convention. Ce sera le CIG qui procédera au paiement des honoraires de ces médecins que nous mandats pour des visites ou des contre-visites. Charge après au CIG de refacturer la commune, c'est ce qui se pratique couramment un peu partout.

Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstention ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 24.119

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN

Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.119 est adoptée à l'unanimité.

FINANCES

→ Modification Décision modificative N° 1 – Exercice 2024 Budget Principal

M. le Maire : Nous attaquons maintenant les finances. Je vais donner la parole à Madame Francisot qui va vous présenter la décision modificative n° 1 sur notre exercice 2024. Madame Francisot, c'est à vous.

Mme Francisot : Monsieur le Maire, chers collègues, bonsoir. Eh bien écoutez, cette année, la décision modificative de fin d'année arrive un peu plus tôt que prévu, ce qui nous permet d'abord de prévoir au plus juste l'emprunt, c'est le but de cette décision modificative, en novembre pas en décembre, car il fallait pouvoir intégrer d'urgence un élément qui nous permettait de recevoir une subvention du département.

Cette décision modificative de 2024 s'équilibre à plus 122 388 € en section de fonctionnement et moins 4 030 102 € en section d'investissement. Je vais tout de suite passer à la section de fonctionnement.

Section de fonctionnement

- Dépenses de fonctionnement

Donc, comme je vous l'ai dit, on enregistre une augmentation de 122 388 € des dépenses de fonctionnement.

On ajuste d'abord les charges à caractère général que l'on diminue de 600 250 € avec un ajustement de 362 € sur la restauration collective. Comme je l'ai dit en commission, le montant initial qui est attribué à la restauration collective est un montant de prévisions de fréquentation. Donc, bien entendu, on ne peut pas prévoir au plus près. Jusque-là, on réduit un peu, mais en fin d'année ce ne sera toujours pas le montant total quand on passera le CFU qui sera le montant définitif. Il en est de même pour le nettoyage du domaine public à moins 150 000 €. On réduit des prestations de services divers de 76 000 €. La participation au déficit du CMS est également diminuée de 56 640 €. Et puis quelques autres frais qui sont en diminution. On augmente le remboursement de frais au CCAS et les charges locatives de copropriété ainsi que les fournitures de voirie.

En ce qui concerne les subventions versées et les contributions, on ajuste à moins 142 000 €. Alors, moins 300 000 € à la subvention de fonctionnement du budget du CCAS, comme je vous l'ai déjà dit, ce n'est pas retirer l'action sociale au CCAS, il s'agit ici de

prévoir simplement l'intégration des excédents de fonctionnement passés du CCAS. La subvention d'équilibre au budget annexe des parkings également est diminuée de 21 000 €. On ajoute à ces montants les pertes sur créances irrécouvrables que l'on verra tout à l'heure de 55 000 €. Les sapeurs-pompiers, la participation de la Ville aux dépenses de fonctionnement des sapeurs-pompiers a augmenté de 94 000 €. L'indemnité des élus a également augmenté de 13 650 €, on parle bien du chapitre, on ne parle pas de l'indemnité propre que nous recevons, il s'agit en réalité d'une régularisation que nous avons dû faire de part patronale sur des cotisations CAREL, qui est un organisme pour la retraite des élus, qui date de 2019, donc avant même notre arrivée. On a octroyé une subvention à l'association des locataires de la Résidence Claire Franek de 1 500 €, etc.

On ajuste les charges de personnel à plus 363 000 €. Il faut dire qu'avant, durant la préparation budgétaire, on a retiré sur les prévisions qui étaient émises par le service par rapport à ce que l'on a présenté au budget, 1 million d'euros. Donc, on a plus ou moins eu raison. Aujourd'hui, on ne sait toujours pas si ce sera définitif, on préfère prévoir 363 000 € de plus pour assurer la paie des agents jusqu'au mois de décembre.

Les charges financières et les intérêts de la dette augmentent de 18 000 €, mais cela dépend des emprunts effectués.

Et puis, d'autres charges. Le virement à la section d'investissement augmente de 473 998 €.

- Recettes de fonctionnement

En ce qui concerne les recettes de fonctionnement. On retire 220 108 € du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France. Simplement, que la notification quand on prépare le budget n'est pas encore arrivée, donc on l'a reçue après et elle est en baisse. Les produits des services et domaines augmentent de 304 649 €. Encore une fois, cela reste une prévision, prévision que l'on veut raisonnable pour ne pas être dépourvus après. Les impôts et taxes augmentent de 31 108 €. Les dotations, subventions et participations de 140 149 €. Les autres produits de gestion courante et produits exceptionnels diminuent de 79 000 €. On ajuste la dotation aux amortissements des subventions reçues de 54 082 €. C'en est terminé pour la section de fonctionnement.

Section d'investissement

- Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont inscrites en baisse de 4 030 102 €. Pour ce qui concerne les frais d'études et d'insertion, on retire 330 000 € de la requalification du CTM dans les frais d'études, tout simplement pour les mettre dans les travaux en cours puisque les études sont suivies de travaux. On retire également les études de la cuisine centrale pour 50 000 €. Au chapitre des études également, au chapitre du NPNRU, l'équipement socioculturel, la restructuration de l'espace Langevin pour respectivement 433 000 € et 89 920 €. Et puis diverses autres études.

En ce qui concerne les travaux d'aménagement et acquisition de matériel. Pour les acquisitions foncières, on retire 695 471 €. Pour le 25, rue des Pâquerettes, 421 000 €, le 92, quai de Choisy, 745 600 €, tout cela sera reporté en 2025. Par contre, on rajoute l'acquisition des 4, 6, 8, voie des Roses pour 444 443 € ainsi que d'autres petites opérations.

En ce qui concerne le programme NPNRU, les travaux de la coque de l'équipement petite enfance ainsi que les travaux de voirie de la rue de la Remise aux Faisans pour 747 000 € et 31 516 € sont reportés en 2025.

Les travaux de voirie, cela concerne essentiellement, puisque la question nous a été posée en commission, la rue du Docteur Roux, la rue Corvol et la rue Noël, sont reportés en 2025 puisque les travaux n'ont pu se faire en raison, notamment, des travaux de réseaux qui sont sur ces rues.

En ce qui concerne les espaces verts, on a deux programmes. Un programme pour les plantations d'arbres qui sera poursuivi en 2025, donc on retire cette année 400 000 €, et le programme des aires de jeux où on retire 364 000 € et les travaux concernent les squares Franchot, Coton, Hautes-Bornes qui débiteront en 2025 et d'ailleurs, je peux vous assurer qu'à ce jour des études sont lancées pour la requalification de ces aires de jeux.

La rénovation de la tribune de rugby du stade Jean Bouin. Nous avons donc prévu une rénovation à 150 000 €, finalement, nous voyons quelque chose d'un peu plus coûteux, on a revu notre position. Donc cela fera l'objet d'une AP/CP au prochain budget pour des travaux estimés aujourd'hui à 1 million d'euros. Ces travaux, bien sûr, bénéficieront de subventions.

Pour le gymnase Rousseau, c'est pareil. On retire 249 000 €, mais parce que les travaux débiteront en début 2025.

La rénovation du passage piéton et de l'escalier du Royal, on retire 120 000 €. Actuellement, il y a des études qui sont déjà faites et donc les travaux, pareil, débiteront en 2025. En réalité, tout ce que je vous dis se poursuivra, ou cela a commencé, ou cela se poursuivra en 2025.

Il en est de même pour les aménagements des locaux du personnel à la Ferme des Gondoles, pour les travaux d'aménagement de la section des Grands de la crèche Effel, d'ailleurs une partie a déjà été effectuée. Plus bas, on voit que l'on a aussi acheté du matériel en investissement pour la crèche Effel cet été.

On ajoute 50 000 € sur des travaux d'éclairage public.

Nous avons acquis un mammographe pour le CMS à 191 020 € et nous recevrons, pour cet achat, une subvention de la région, de 100 000 € en 2025.

Je pense que je vais m'arrêter là sur les travaux aménagement et acquisition de matériel.

Sur les travaux en cours, on retrouve l'acquisition de la coque de la petite enfance en VFA, on retire cela, du moins, des travaux en cours. Sur les travaux du groupe scolaire Langevin Mandela, on retire 131 600 € des travaux en cours, puisqu'ils ne sont plus en cours, ils sont terminés, ceux-là. Pour le coup, pour la requalification du CTM, on retrouve 296 000 € supplémentaires. La rénovation thermique élémentaire Victor Hugo, on retire 214 000 € des travaux en cours, ils sont terminés. Également 16 000 € de confort d'été. Par contre, on ajoute, et c'est la raison de cette DM aujourd'hui, le solde SADEV pour l'opération du gymnase des Hautes Bornes qui est en attente depuis un certain temps, sans quoi nous perdions la subvention du département.

La participation au budget d'investissement des sapeurs-pompiers est diminuée de 108 000 €. La subvention d'investissement au budget annexe des parkings est diminuée des 660 000 € qu'on lui avait attribués en début d'année, tout simplement, les travaux seront réalisés en début d'année 2025.

Nous augmentons des dépenses la taxe d'aménagement, un trop-perçu sur la taxe d'aménagement de 142 872 €. Ensuite, nous avons pas mal d'opérations d'ordre avec lesquelles je ne vais pas vous embêter.

Le remboursement du capital de la dette est prévu à moins 185 000 €. Tout simplement, ce n'est pas que nous décidons de ne pas rembourser, c'est en fonction des emprunts effectués tout au long de l'année.

Nous intégrons dans le patrimoine de la Ville, donc, le gymnase des Hautes-Bornes pour 2 820 000 €, qui jusqu'à maintenant n'était pas dans le patrimoine de la Ville.

- Recettes d'investissement

En ce qui concerne les recettes d'investissement, nous ajustons donc l'emprunt en retirant 4 500 000 € des prévisions initiales, ce qui nous rendra à un montant d'emprunt prévisionnel, je précise, 2024 à 13 869 000 €.

En subventions d'investissement, nous retirons 2 599 903 €, tout simplement que ces subventions seront reportées à l'année prochaine, donc c'est le cas quasiment dans tous nos programmes, nos ACP, NPRU, la plantation d'arbres, la rénovation énergétique Victor Hugo, l'éclairage public, le groupe scolaire Langevin Mandela et l'amélioration du confort d'été. Également la subvention pour la vidéoprotection de 319 000 €, c'est le solde de la subvention qui sera perçu une fois que l'on aura fini de dépenser les 100 000 € qui nous restent à dépenser sur l'opération. Et la subvention de l'État sur l'aménagement de la crèche Effel, sur le gymnase Rousseau aussi, toutes ces subventions seront perçues en 2025.

Nous recevrons, pour le faire entrer dans notre patrimoine, le gymnase des Hautes-Bornes, du Département une subvention de 201 500 €.

En ce qui concerne les cessions immobilières, nous retirons 740 000 €. Donc 360 000 € pour le 80, avenue Villeneuve-Saint-Georges, nous augmentons, pardon de 360 000 € pour les 80, avenue Villeneuve-Saint-Georges. Par contre, les biens que nous avons dû reprendre au SAF, nous retirons 500 000 € puisque nous n'avons pas pu finaliser des ventes d'ici cette fin d'année, ainsi que les 600 000 € prévus pour la maison Rouget de Lisle. Nous ajustons le FCTVA à plus de 208 293 €, notamment grâce à l'opération du gymnase des Hautes-Bornes.

Voilà, c'est un peu tout ce que j'avais à vous dire sur cette décision modificative pour le budget principal.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Je vais vous donner la parole en ce qui concerne ce point, mais je voudrais revenir sur la précédente question de Monsieur Guillaud-Bataille sur les dons. Et notamment, j'ignorais, parce que j'ai dit que l'on avait saisi, bien sûr, Đông Da et l'on vient de me dire qu'ils ont reçu une réponse. Donc, je vous lis la réponse de Monsieur Din qui est le président de Đông Da. Nous avons, bien sûr, désormais un interlocuteur à Dong Da et nous avons la chance, j'ai la chance d'avoir comme assistante Madame Angfa, une Vietnamiennne qui parle couramment et qui nous sert de relais, bien sûr, avec les gens en responsabilité à Dong Da ou à l'ambassade. Alors, la réponse :

« J'ai informé Monsieur Din, le Président de Đông Da qui présente ses sincères remerciements à la Ville de Choisy-le-Roi. Le typhon Yagi a été vraiment dévastateur, mais surtout pour les régions côtières et les provinces montagneuses. Đông Da a été également touché, mais les conséquences étaient loin d'être importantes. Il n'y a pas eu de dégâts humains, peu de dégâts matériels. Maintenant, toutes ces images sont derrière, la vie a repris son cours, les dégâts réparés. Nous remercions sincèrement le projet d'aide de la Ville de Choisy-le-Roi, mais nous ne pensons pas que ce soit nécessaire. Merci de transmettre les salutations de notre Président à Monsieur le Maire et aux agents de la Ville. »

Voilà, donc c'est pour cela, lorsque je vous disais... je n'avais pas pris connaissance encore de leur réponse. Dont acte. C'est compliqué, nos relations, c'est Đông Da avec qui nous

sommes jumelés où on aurait pu intervenir directement. C'est ce que nous avons proposé, sur une école, mais apparemment ils ont été très peu touchés.

Maintenant, pour revenir à l'ordre du jour sur la décision modificative n° 1, y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Oui, chers collègues, avant d'en venir directement à cette décision modificative, je crois qu'il est de bon ton dans notre assemblée d'avoir, peut-être, peut-être même un petit échange sur ce qui se passe dans le monde et dans notre pays, qui n'est pas neutre pour notre collectivité. Je ne parle pas seulement de l'élection américaine dont chacun verra les effets ou non sur la vie quotidienne de nombreux habitants du monde, mais je parle, notamment, du nouveau gouvernement qui s'est mis en place en France, chacun en pense ce qu'il veut et sur les annonces, nombreuses, qui sont faites par Monsieur Barnier dans le cadre de la construction du budget de la Nation de l'année prochaine.

Notamment, on l'avait dénoncé, pour ce qui concerne mon groupe ici lors de l'examen du budget, nous avons dénoncé les prévisions nationales qui étaient particulièrement, sinon complètement fallacieuses, en tout cas particulièrement hasardeuses. Il se trouve que c'est Monsieur Barnier qui a ouvert les cartons, ce n'est pas moi, il semblerait bien que le budget de la Nation qui a été présenté en fin d'année dernière pour l'année 2024, ait bien été, en fait, un budget en faux-semblant et toutes les prévisions, on l'a vu, de croissance, d'impôts, de recettes et de déficits étaient largement sous-évaluées. Chacun s'accorde à dire que nous sommes, notre pays est dans une situation particulièrement difficile. Cela amène le gouvernement Barnier à annoncer, d'ores et déjà, 5 milliards en moins pour les collectivités locales. Les projections donneraient 1,4 million en moins pour Choisy, les projections qui ont été faites par les départements de France, les maires de France et les régions de France, ce n'est pas moi qui les ai faites. Mais j'ai eu la mauvaise surprise hier d'entendre André Laignel, qui est le président de la commission des finances locales, maire d'Issoudun, annoncer qu'en fait, quand on prend d'autres aspects de financement, leur coup de rabot pourrait se monter à 10 milliards, voire 11 milliards en direction des collectivités, si l'on y ajoute le plan vert, si l'on y ajoute par exemple la réforme dont beaucoup de monde parle sur les jours de carence de la fonction publique territoriale. À la fin, c'est aussi une demande aux collectivités d'abonder le fonds de retraite des collectivités des agents de la fonction publique territoriale de manière supplémentaire. Tout cela, chiffré par Monsieur Laignel, nous amène à 11 milliards, donc quasiment le double de la somme pour l'instant avancée par le gouvernement. C'est évidemment particulièrement inquiétant pour notre Ville dont on a pu constater lors du dernier budget la fragilité, notamment dans la ligne de sa capacité d'autofinancement.

Dans ces conditions, évidemment, la décision modificative que vous nous présentez et qui compte, comme chaque année depuis qu'en tout cas je siège ici, de nombreux reports, de nombreuses choses non réalisées, de nombreuses choses dont on nous dit « ne vous inquiétez pas, c'est pour l'année prochaine ». Eh bien, écoutez, dans cette situation économique, dans cette situation de finances pour les collectivités locales demain et donc pour notre pays, je pense que c'est particulièrement inquiétant sur la capacité de réaliser les actions que vous aviez programmées.

Au-delà de cela, évidemment, et pour rentrer dans le détail, j'en viens à des points plus précis sur lesquels Madame Francisot a donné des explications, des explications qui cela dit, ne sont pas forcément toujours satisfaisantes, en tout cas de notre point de vue. Par exemple, sur la restauration collective, on nous annonce 362 000 en moins. Cela pourrait paraître une bonne nouvelle, mais c'est l'occasion pour moi de vous interroger, puisque ce contrat sur la restauration collective avec Elicor était un groupement de commandes, groupement de commandes qui avait été réalisé avec le CCAS et donc, qui comprenait les

repas en portage aux anciens. Or, j'ai découvert, comme tous les Choisyens qui le lisent, dans le bulletin municipal, que vous aviez décidé de changer de fournisseur pour ce qui est des repas au portage afin, je cite, parce qu'apparemment cela vaut pour les vieux, mais pas pour les enfants « d'améliorer la qualité », je cite le bulletin municipal, des repas. Donc, vous avez décidé de changer. Quel est-il ? Dans quel cadre ? Le fait que le contrat avec Elior de la Ville a été un groupement de commandes, ce qui avait fait que l'on n'était pas passé par une commission d'appel d'offres de la Ville, le fait qu'il n'y ait plus, donc a priori, la commande du CCAS dedans, excusez-moi l'expression, comment cela se mange ? Bref, vous voyez, il y a là quelque chose sur lequel il va falloir être un tout petit peu plus précis parce que quand on voit qu'il y a en plus une réduction de 362 000 € sur les prévisions, on se pose des questions. Et ces questions, évidemment, viennent rencontrer, au-delà des aspects financiers légaux qui sont importants et que je viens d'évoquer, viennent rencontrer quelque chose que beaucoup de parents d'élèves disent et vous diront, c'est que cela se réduit aussi dans les assiettes en termes de quantité et que nombre de parents vous diront qu'ils récupèrent leurs enfants qui ont faim en sortant de l'école et qui disent très tranquillement qu'il n'y avait pas assez à la cantine. Voilà, c'est quelque chose qui se dit, donc je crois qu'il y a là un sujet sur lequel il va falloir travailler, et travailler plus précisément que simplement nous dire que ce sont des éléments de projection mal faite.

De même, les 150 000 € en moins dans le nettoyage, toujours en fonctionnement, qui posent question.

Toujours dans les dépenses de fonctionnement, et là aussi, j'entends, à chaque fois on nous dit que c'est une question de gestion. Mais, depuis que je suis assis sur ces bancs, et depuis d'ailleurs que vous avez pris la direction de cette ville, le budget du CCAS est raboté chaque année, à l'exception de l'année où vous avez intégré les salariés où là, effectivement, il y a eu facilement une augmentation, mais on a pu constater que ce n'était pas une augmentation de la capacité d'action du CCAS. Donc, je veux bien qu'à chaque fois on nous dise « mais non, mais c'est du rééquilibrage, etc. », la réalité c'est que depuis que vous êtes aux affaires, le budget du CCAS recule, ce qui pose, évidemment, quand même, des problèmes. En tout cas, nous, cela nous en pose de manière assez importante.

Sur les recettes de fonctionnement, je voulais quand même souligner qu'un de plus gros apports, parce que cela intéresse aussi les Choisyens, était dû au produit des services et du domaine, donc directement à la participation des Choisyens aux activités de la Ville, voilà.

Pour ce qui concerne la section d'investissement, vous me permettrez, pour la clarté des débats et pour la clarté pour les Choisyens, de dire qu'effectivement si l'équilibre sur les dépenses nous est proposé à moins 4 millions, quand on regarde par rapport à ce que vous aviez projeté, il s'agit en fait de 5 millions, plus de 5 millions de rabat puisqu'un certain nombre, puisqu'il y a aussi des ajouts. Donc, à la fin, sur le programme que vous aviez présenté sur le budget prévisionnel...

Un téléphone sonne.

Je ne sais pas à qui est ce téléphone qui sonne.

M. le Maire : Qui fait sonner son portable ? C'est bon, c'est réglé ? Si la personne peut s'absenter cinq minutes et régler ce problème... Merci.

Continuez, Monsieur.

M. Guillaud-Bataille : Je vous remercie, c'était un tout petit peu perturbant. Voilà, je vous remercie.

Donc, de 5 100 000 € au final de choses que vous aviez annoncées et qui ne seront pas faites cette année.

Au-delà de ce glissement dont je n'ai pas encore complètement compris l'objet technique, on va dire, sur le CTM, puisqu'en gros il y a 330 000 € d'études qui sont enlevés et 296 000 € de travaux qui, eux, sont commencés, donc ils ont commencé avant de faire les études. Enfin bref, besoin peut-être d'éclaircissements. Je veux quand même noter la disparition de l'équipement socioculturel et de la cuisine centrale dans le périmètre des études. Je n'y peux rien, c'est écrit. Là aussi, il y a des questions qui se posent.

Et sur l'aménagement, je vous remercie de nous avoir communiqué les rues où les choses ne pourraient pas se faire, comme je vous l'avais demandé, mais enfin, à la fin, on a quand même 2 millions de travaux de voirie que vous aviez annoncé qui ne se feront pas, 1 million de travaux dans les espaces verts qui ne se feront pas, auxquels on pourrait ajouter le Royal, le rugby, vous l'avez cité, la Ferme des Gondoles, vous en avez dit un mot en nous promettant que ce serait fait pour l'année prochaine, Langevin Mandela, Victor Hugo, etc., etc. Voilà. Donc beaucoup, en fait, de choses qui étaient prévues directement pour les citoyennes et les citoyens de Choisy qui n'auront pas lieu.

Il me semble qu'il faut maintenant passer à la mise en œuvre. Je le dis parce qu'à force de dire « on reporte », à force de connaître des retards, des contretemps, on se retrouve dans la situation qui est celle de la Maison de Santé des Gondoles. Maison de Santé des Gondoles qui aurait dû ouvrir, si certains membres de votre majorité n'avaient pas agi grandement pour l'empêcher, qui aurait dû ouvrir avant la fin du dernier mandat et qui, à l'heure où nous parlons, n'est toujours pas occupée par des professions de santé et dont on sait d'ailleurs qu'un certain nombre, et on les comprend, de participants qui étaient prêts, eux, pour s'installer en 2020 – 2021, voire un peu après, en 2025, ont commencé à trouver le temps long et sont allés s'installer ailleurs, on peut tout à fait les comprendre à titre individuel, entre vous et moi. Donc, à force de dire report, report, report, on perd des opportunités, on perd des capacités à faire, on perd des capacités à répondre aux Choisyennes et aux Choisyens. Voilà.

La seule bonne nouvelle, je dirais, pour l'avenir de notre Ville, c'est que ces difficultés que vous rencontrez font qu'il y a 4,5 millions d'emprunt sur les 18 millions que vous aviez annoncés qui ne seront pas faits. Donc cela, c'est toujours un élément positif puisque je suis cohérent avec ce que j'avais pu dire au début d'année. La mauvaise nouvelle, mais j'imagine que les Choisyennes et les Choisyens y seront attentifs, c'est que le montant des amendes de police dans les recettes de la Ville en fonctionnement sur le montant initialement prévu augmente de 285 000 €, mais cela, je crois que nombre de Choisyennes et de Choisyens qui ont une voiture s'en étaient déjà aperçus, peut-être pas dans ces ampleurs-là.

M. le Maire : Bien. Merci, Monsieur Guillaud-Bataille. Il y a tellement de contrevérités dans ce que vous avez dit que pour une fois, je vais répondre de suite et redonner la parole ensuite, notamment à Monsieur Francisot.

Plusieurs intervenants ensemble : Madame !

M. le Maire : Excusez-moi, excusez-moi, chère Amandine, je suis fatigué. À Madame Francisot, voilà.

Si j'osais, cela me fatigue aussi de toujours entendre les mêmes contrevérités. On me rapporte aussi ce que vous écrivez, enfin, je ne sais plus qui exactement l'écrit dans l'opposition, comme quoi il y aurait 150 postes non pourvus dans la Ville, alors que c'est simplement des ajustements administratifs qui n'ont pas été faits par l'ancienne majorité et

dont nous héritons. C'est l'exercice que nous avons fait tout à l'heure, quand on monte en grade, on supprime un poste et l'on en crée. Mais si, Monsieur, vous pouvez dire ce que vous voulez, ce sont des postes qui sont restés ouverts parce qu'ils n'ont pas... il va falloir que nous, nous fassions, effectivement, un coup de balai là-dedans, puisque ce ne sont pas des postes qui ne sont pas occupés, ce sont des postes qui sont restés ouverts alors qu'ils auraient dû être fermés. Point. C'est un des exemples de ce que l'on veut faire croire, voilà. Mais puisque l'on parle aussi de la Ville et des Choisyens, il est vrai comme dans chaque ville que sur l'année il y a effectivement des postes non pourvus puisque nous recrutons en permanence, comme toutes les collectivités et comme toutes les villes, à un niveau en plus inférieur à ce qui se fait dans notre ville pour, effectivement, compenser un déménagement, un départ à la retraite, etc., et autres. Ceci fait partie des contrevérités que l'on veut faire croire.

Maintenant, sur votre analyse, bon, elle vous appartient. Le gouvernement, Monsieur Barnier, ce qui est annoncé n'est évidemment pas réjouissant. Moi, je me garderai bien de critiquer Monsieur Barnier qui a eu le courage, je sais que vos amis voulaient le gouvernement, mais cela n'aurait pas tenu. Je souhaite, moi, qu'ils le prennent. Qu'est-ce que j'ai été déçu lorsque l'on n'a pas donné le gouvernement à vos amis ! Qu'ils le prennent ! Qu'on arrête enfin de mentir aux Français et aux Françaises ! Qu'ils le prennent ! J'aspire ! Qu'ils le prennent ! Et je ne suis pas, effectivement, d'accord avec certaines annonces qui ont été faites, mais ce n'est pas pour autant que je vais tirer à boulets rouges sur des hommes et des femmes qui ont pris, à part un certain Monsieur, et qui ont eu la volonté d'essayer de sortir la France du marasme dans lequel on se trouve. Et moi, ceux ou celles qui sortiront la France du marasme dans lequel on se trouve, je les applaudirai avec sincérité. Mais ce n'est certainement pas en racontant des mensonges aux Françaises et aux Français, notamment à la jeunesse, c'est très grave, certaines personnes, en important des conflits dans notre pays, ce n'est certainement pas comme cela que l'on va sortir la France du marasme parce que nous sommes effectivement avec un mur énorme. J'espère que l'on ne va pas se le prendre. Qui a la solution ?

La seule chose que je peux reprocher, c'est que l'humain, et j'appelle de mes vœux que l'on remette l'humain dans toute la quotidienneté de notre vie. C'est toujours l'élément humain qui est le principe d'ajustement et cela, je le critique. Vous voyez, lorsque l'on nous dit qu'il y a trop fonctionnaires, je ne suis pas d'accord. Avant de dire qu'il y a trop de fonctionnaires, faisons des réformes structurelles. Métropole, Territoire, et tous ces machins que l'on a créés, qui coûtent un argent fou, qui compliquent l'avancement des réalisations à faire, et ce qui explique dans toutes les villes de gauche et de droite les reports que nous avons aujourd'hui parce que les règles sont tellement compliquées qu'aujourd'hui, pour sortir un projet, eh bien, il y en a de la sueur ! Voilà. Alors que l'on commence à s'attaquer aux problèmes structurels et après on verra. Il y a des choses que l'on peut partager. Voilà.

C'est que le quotidien des Français et des Françaises et notamment le logement, où comme d'habitude, à chaque nouveau gouvernement on n'entend pratiquement rien là-dessus. La baisse de la TVA à 5 %, il faudrait une réforme complète sur l'attribution des logements, que ce soit dans le privé ou dans le public. Il y a tellement de choses à faire pour les Françaises et les Français pour les rassurer et cela, je n'en vois pas la trace et cela me déçoit.

Sur le reste, celui qui peut ignorer la situation catastrophique financière de notre pays, moi, je veux bien, voilà. D'autres personnes l'ont fait dans d'autres pays comme l'Argentine qui a fait faillite. Quant aux exemples d'Amérique du Sud que l'on nous montre et dont on dit que s'ils n'ont pas réussi c'est la faute des Américains parce qu'ils n'en ont pas voulu, c'est quand même court comme réponse, voilà. Moi, je n'ai pas envie que notre pays ou que des personnes finissent comme au Venezuela où j'ai vu des gens boire l'eau dans les caniveaux. Je suis désolé. Et cela, ce sont des principes avec les mêmes idées que l'on voudrait nous

vendre aujourd'hui. Eh bien? je serai toujours contre ces idées, mais je serai toujours présent auprès des citoyens, des plus faibles qui ont besoin, plus que jamais, de solidarité. Et cela, c'est la seule chose que je critiquerais, c'est que c'est toujours l'humain qui en prend un coup. J'en ai marre d'avoir des autoroutes où il n'y a personne, des gares où il n'y a personne, des services où il n'y a personne, il faut tout faire sur internet, que l'on soit plus jeune ou âgé, tout le monde s'en fout, et si vous n'y arrivez pas, c'est plus 10 %, c'est plus 20 %, c'est ceci, cela. Cela, il y en a ras-le-bol. Voilà. Moi, je me bats pour que l'on remette de l'humain partout.

Et à Choisy-le-Roi, quand vous osez dire qu'au niveau CCAS cela baisse, mais enfin quoi ! Venez me dire quel service vous aviez que l'on a supprimé. Venez me dire depuis que nous sommes à la destinée de notre commune, ce que nous avons supprimé socialement. Nous n'avons apporté que du plus. Que du plus. Sans parler sur la situation des agents, que ce soit sur la montée en grade qu'ils attendaient depuis 10 ans, nous l'avons fait. Les ATSEM, dont certains ont voulu monter cela en épingle alors que c'était uniquement un syndicat derrière qui était en train de mettre de l'huile sur le feu, alors qu'elles ont obtenu ce qu'elles réclamaient également depuis 10 ans, et cela a un coût. Mais nous l'avons fait parce que nous sommes attentifs et nous écoutons nos agents. Nous sommes aussi, là, en train d'étudier pour les agents qui sont en crèche parce que c'est véritablement l'écoute de nos concitoyens. Et cela, je mets au défi quiconque de nous y prendre.

Chez Valophis, je n'ai pas voulu voter, je me suis abstenu, sur l'augmentation des loyers. J'ai critiqué lorsque j'ai appris récemment que l'on avait attribué un logement à un couple qui gagne 7 000 € par mois, 7 500 € par mois, qui était logé d'ailleurs au Kremlin-Bicêtre, alors que nous avons 3 500 demandes de logements dans notre ville. Alors je sais que cela, le logement, et l'on va avoir une grande explication avec les Choisyennes et les Choisyens, beaucoup croient que c'est le maire qui a des clefs et qui donne les logements. Non, il y a une commission et cette commission où mon adjoint au logement, Monsieur Druart, s'est opposé, a attribué un logement à un couple qui avait 7500 €. Et moi, à Valophis, je n'arrête pas de leur dire que pour moi, à partir de 4 000 € par mois, on va dans le privé, mais à condition que dans le privé on puisse protéger les propriétaires qui accepteraient de remettre sur le marché les locations et puis que l'on interdise maintenant de demander les revenus à un couple. Parce que ce qui se passe et qui est scandaleux, je me bats contre cela à mon petit niveau, mais je ne suis pas député, je ne suis pas sénateur, il va falloir que quelqu'un présente une loi, c'est-à-dire qu'aujourd'hui il y a des gens qui ne peuvent plus se loger, même s'ils ont les moyens de payer un loyer, parce qu'ils ne peuvent pas aller dans le social, c'est 8 ou 9 ans d'attente et lorsqu'ils vont dans le privé, on demande, par exemple, 3 fois, vous le savez, le montant d'un loyer. Donc, j'ai un couple qui gagne 3000 € net par mois, qui ont trouvé un logement dans le privé à 1000 € par mois, on ne leur donne pas. Je sais pourquoi on ne leur donne pas. Parce qu'ils ont une telle demande qu'ils donnent les logements systématiquement à des gens qui touchent 4000, 5000, 6000, ou 7000 €. Donc cela, c'est quelque chose qu'il va falloir modifier. Même des gens qui ont 2000 € de revenus seraient capables de payer un loyer, j'en connais, parce que pour eux c'est une priorité. Voilà. Donc cela, c'est des batailles que nous menons au niveau social.

La Maison des Femmes qui va voir le jour, c'est quoi sinon pour venir en aide aux plus opprimées ? Nous n'avons rien supprimé, nous avons tout amplifié, voilà. Et ma porte est grande ouverte pour ceux qui voudraient me prouver le contraire.

Vous voulez nous attaquer sur Elior parce que nous avons dit que nous voulions améliorer la qualité des repas donnés aux seniors. Eh bien, vous prouvez là, au détriment des écoles, vous prouvez là une méconnaissance totale du sujet. Et si nous avons procédé de la sorte, c'est parce que les seniors, personne n'en voulait. Lors de l'appel d'offres, il n'y a pas eu de

réponse. Donc, Elior a accepté, pour nous dépanner, et ce n'est pas leur boulot parce que les seniors, ce sont des règles bien spécifiques.

Un intervenant prend la parole hors micro.

Pardon ? Pardon, Monsieur ? Je mens sur quoi ?

M. Guillaud-Bataille : La réalité c'est qu'Elior a décidé de fermer son usine de production des repas au portage et que vous le savez.

M. le Maire : C'est faux, Monsieur, c'est à notre demande. Bon. Je ne vous ai pas interrompu. Cela, je le mettrai, comme vous avez déjà menti sur certains points sur les Navigateurs lorsque je vous ai expliqué que c'est le territoire, et on va en parler du territoire tout à l'heure. Vous parlez de report, vous allez voir le nombre de reports que fait le territoire sur la ZAC des Navigateurs, on va en parler tout à l'heure. On va en parler tout à l'heure. Alors, arrêtez, moi je ne vous traite pas de menteur, de ceci, de cela, je dis que vous ignorez un sujet. C'est à notre demande qu'Elior a arrêté de faire la fourniture de repas aux seniors parce qu'il y avait un problème de qualité et ce n'est pas leur métier. Et que lorsque nous avons procédé... pour les seniors, ce n'est pas leur métier. Ce n'est pas leur métier et nous leur avons demandé d'arrêter. Les plats n'ont pas du tout la même consistance, ce n'est pas du tout les mêmes règles que pour des enfants, donc on ne parle pas de la même qualité. Et donc, nous avons trouvé une autre entreprise pour s'occuper des seniors, c'était juste un dépannage parce que lorsque nous avons fait l'appel d'offres, personne, personne, et l'on peut vous le présenter, n'avait répondu au lot des seniors. Il fallait bien continuer quand même à leur apporter un repas.

Alors vous parlez d'Elior, il se trouve qu'hier soir, vous parlez des parents, je sais bien que l'on veut monter cela en épingle, hier soir j'étais au conseil d'école de l'école du Centre et d'autres. J'ai posé la question du parc et je suis prêt à le faire. Voulez-vous revenir au SIRESCO ? J'y suis prêt ! J'y suis prêt ! J'ai demandé aux parents : « Voulez-vous revenir au SIRESCO ? », « Mais Monsieur le Maire, on ne demande rien ! » La responsable des parents d'élèves : « Mais Monsieur le Maire, nous on est satisfaits ! » Alors bien sûr qu'il y a des jours où c'est moins bon, c'est toujours bon, chez vous ? Ma femme est une excellente cuisinière, il y a des dimanches avec les invités, elle se loupe. Alors quand on fait 4 000 repas, je suis désolé, moi je fais la cuisine et je me loupe aussi, cela arrive. Lorsque l'on fait 4 000 repas par jour, qui peut prétendre ne pas avoir un jour sans ? Récemment, il y a eu un problème avec Elior, de livraison, nous l'avons identifié, nous l'avons stoppé, nous avons rendez-vous demain avec eux. S'il faut changer, nous changerons, mais avec qui ? Avec qui ? Avec le SIRESCO ? Banco ! Je fais un sondage dans la ville, je vais faire un référendum et je ne veux plus ensuite entendre parler du SIRESCO ou de la cantine scolaire. Il faut prendre ses responsabilités. Que ceux qui veulent revenir au SIRESCO, qui veulent changer, etc., si c'est un loupé et que c'est pire, qu'il démissionne ensuite. Qu'il démissionne ! C'est cela, prendre ses responsabilités. Alors, annoncez à la population que vous reviendrez au SIRESCO ! Nous, nous avons annoncé que nous allions faire une cuisine centrale que vous avez fermée. C'est quand même un monde ! Que ce soit l'ancienne municipalité qui ferme la cuisine centrale, j'étais le seul à dire non, je me suis battu auprès de la CGT, bec et ongles pour améliorer, oui, pour améliorer ! Excusez-moi, pour ne pas adhérer au SIRESCO ! J'aurais préféré rester avec notre cuisine centrale plutôt que d'aller au SIRESCO. Tout mon groupe a voté contre, tout mon groupe ! On s'est battu jusqu'à la fin pour ne pas aller au SIRESCO. Aubervilliers, ville fondatrice du SIRESCO a engueulé la nouvelle majorité, c'est-à-dire, excusez-moi, mais je n'ai rien contre eux, les élus communistes qui ont perdu la ville avaient acté, alors qu'ils étaient membres fondateurs du SIRESCO, la sortie du SIRESCO. Ils ont engueulé la nouvelle majorité parce que cela n'allait pas assez vite la sortie du

SIRESCO. Alors moi, je suis prêt à tout. Si les parents me disent « on veut retourner au SIRESCO », on retourne au SIRESCO.

Malheureusement, nous devons construire une nouvelle cuisine centrale, c'est le but de la municipalité. Nous allons la construire. Cela ne se construit pas au bout de 6 mois, 7 mois, 8 mois. La cuisine centrale existante où le SIRESCO n'a fait aucun travaux est devenue obsolète. Nous avons fait les analyses, il y a un énorme problème depuis les travaux du tramway, il y a de gros problèmes de déchargement et de refoulement d'eau, elle n'est plus utilisable. Donc, nous allons, sur le terrain de Renault où l'on a réussi le tour de force à s'offrir ce que Renault n'a jamais accepté avec aucune ville, nous faire rétrocéder un terrain où nous allons construire la cuisine centrale. Il faut un peu de temps, voilà.

Donc, maintenant, je suis prêt à toutes les options concernant la cuisine scolaire. Il faut que les parents prennent leurs responsabilités, que les élus prennent leurs responsabilités. Si l'on ne veut plus d'Elior, très bien, on fait un nouvel appel d'offres avec le risque que ce soit eux qui gagnent de nouveau parce qu'il y a une loi et c'est ainsi, on est obligés de respecter les appels d'offres. Si unanimement, lorsque l'on a goûté les plats, il avait gagné haut la main cet exercice, et je suis désolé, on a beau me dire « mais peut-être qu'il n'ose pas vous le dire », je vais dans les écoles, etc. Bien sûr qu'il y a des mécontentements parce que le 100 % satisfaits, cela n'existe pas et je m'inscris en faux complet lorsque vous dites que des enfants quittent la cantine en ayant faim. C'est faux et je vais vous donner l'explication. Les enfants qui ont dit cela, notamment, c'est à Langevin où il y a un self. Donc, il y a des enfants qui ont dit « il n'y a plus à manger » parce qu'ils se servent une première fois et ils peuvent aller se resservir une deuxième fois. Lorsqu'ils vont se resservir une deuxième fois, il arrive qu'il n'y ait plus rien, et donc ils disent aux parents « il n'y a plus rien ».

Maintenant, c'est très simple, c'est un sujet important, ce n'est pas un sujet que je souhaite politiser, que les parents, les professeurs, les élus, que tout le monde prenne ses responsabilités. On ne veut plus d'Elior ? On fait un nouvel appel d'offres et l'on verra bien ce qui se passera. Mais si c'est pire, que les gens qui ont procédé à cela acceptent de démissionner. Si les gens, les parents nous disent « on ne veut pas patienter jusqu'à la nouvelle cuisine centrale », très bien. À ce moment-là, on ne fait plus de cuisine centrale ! Ce n'est pas moi qui ai fermé la cuisine centrale ! Ce n'est pas cette majorité qui a fermé la cuisine centrale ! Il y en a assez que l'on se fasse attaquer sur un sujet dont vous avez, certains autour de la table, la lourde responsabilité. Ce n'est pas moi qui ai fermé la cuisine centrale ! Si elle avait été toujours existante, nous l'aurions améliorée ! Nous l'aurions améliorée ! Donc, maintenant, nous allons en construire une nouvelle. Voilà. Mais pour construire une nouvelle cuisine centrale, il faut 2 ans ou 3 ans et nous sommes, toute la majorité, d'accord pour construire cette nouvelle cuisine centrale.

Alors, nous discutons entre nous pour savoir si réellement Elior c'est au point gravissime de les mettre dehors avec le risque de se retrouver sans personne. Parce que la réalité de la cuisine scolaire c'est qu'il y a de moins en moins de personnes, je ne sais pas si l'adjointe à la restauration avec qui l'on travaille en permanence ce sujet... Nous avons approché deux autres sociétés qui ont une excellente publicité. Mais les deux, parce que nous les avons approchées, effectivement, comme l'a dit mon adjoint Ali Id Elouali, au bout d'un an on avait la possibilité de se séparer d'Elior, donc on a approché deux autres, et non pas que l'on n'était vraiment pas satisfait, mais comme il y avait des gens qui pensaient que, on a dit très bien, on peut essayer autre chose. Sauf que ces deux sociétés sont dans l'incapacité, dans l'incapacité de fournir 4000 repas par jour. On peut les citer, c'est Les Marmites Volantes, avec qui nous continuons à discuter. Donc, c'est un sujet, ce n'est pas la peine de créer de fausses polémiques, etc. Nous sommes extrêmement attentifs au sujet de la restauration scolaire. Agnès, qui travaille dessus, les professeurs, nous avons toutes les remontées. Dès que quelque chose ne va pas, c'est corrigé, c'est corrigé. Et il y a des jours où c'est moins

bien que d'autres, mais dans l'ensemble, par rapport à d'autres villes, c'est acceptable vous savez, il y a des villes qui ont d'autres partenaires. Donc, les deux sociétés qui nous semblaient bien, on n'a pas coupé les ponts, nous continuons avec mon adjointe à avoir des discussions avec eux. Par exemple, s'il y a une nouvelle cuisine centrale, Les Marmites Volantes sont prêts à l'exploiter et ils ont une excellente presse. C'est une chose d'avoir une excellente presse en faisant 1000 repas par jour, c'en est une autre d'en faire 4000. Le problème, il est là, c'est que des personnes aujourd'hui qui sont prêtes à faire 4000 repas par jour, il n'en reste pas beaucoup. Lors de notre appel d'offres, nous avons eu deux sociétés qui ont répondu et nous sommes obligés de procéder par appel d'offres dans l'attente de construire une nouvelle cuisine centrale, sinon il faut retourner au SIRESCO. Eh bien, écoutez, si les parents préfèrent retourner au SIRESCO, après tout, nous, l'engagement que nous avons pris, c'est de faire la politique que souhaitent nos électeurs. Alors, s'ils veulent retourner au SIRESCO, retournons au SIRESCO ! Voilà.

Moi je peux vous affirmer qu'il y a eu des bêtises de faites, qu'ils reconnaissent, qui vont être corrigées, il y en aura peut-être d'autres dans l'avenir et je ne connais pas une seule commune, une seule collectivité, dans quelque domaine que ce soit, il n'y a pas que la restauration scolaire, où des prestataires, des partenaires, à un moment, c'est humain, peuvent avoir une journée sans. Le tout c'est est-ce qu'après ils écoutent et ils rectifient ou pas ? Pour l'instant, ils écoutent et ils rectifient, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura pas d'autres choses. Après, je comprends que l'on puisse rechercher qu'il n'y ait vraiment jamais aucune erreur, alors, cherchons ensemble, cherchons ensemble, cherchons ensemble, refaisons un appel d'offres, cherchons ensemble l'entreprise qui sera capable d'alimenter 4000 repas avec toute la qualité voulue. J'y suis prêt, j'y suis prêt, j'écoute, j'y suis prêt, nous y sommes prêts, la majorité qui y est prête. D'ailleurs, une partie de ma majorité me le demande. Nous analysons la situation. La solution, c'est de patienter, d'après moi, mais nous continuons à en discuter, la solution c'est de patienter jusqu'à la construction d'une nouvelle cuisine centrale qui nous permettra de mieux maîtriser les choses, qui sera dédiée uniquement aux enfants de Choisy-le-Roi, nous nous y sommes engagés, elle sera sur le terrain de Renault, mais elle ne peut pas se faire en 2 – 3 ans, c'est le problème, voilà.

Alors, peut-être que c'est vous qui la ferez, vous et votre équipe, Monsieur Guillaud-Bataille, peut-être que vous aurez la joie de la faire, comme vous aurez peut-être la joie de supprimer la police municipale et de dire à la population que l'on ne va plus verbaliser, qu'on va laisser les voitures en double file, qu'on va laisser les voitures sur les trottoirs. Tenez, la directrice de l'école du Centre qui a eu d'énormes problèmes à la rentrée, elle m'a remercié chaleureusement d'avoir pu s'appuyer sur la police municipale qu'elle a appelée et qui ont réglé les choses avec une très grande diplomatie, notamment des parents qui s'étaient introduits dans l'école. Cela s'est très bien passé. Donc, je me félicite de cette police municipale qui ne joue pas les cow-boys, contrairement peut-être à ce que vous voudriez faire croire en me disant qu'elle fait des PV, des PV, des PV. Je suis désolé, le camion qui a brûlé un feu rouge et qui a provoqué l'accident de tramway, on ne lui dit rien ? Les gens en double ou triple file devant Saint-André, il y en a beaucoup, on ne leur dit rien ? Je suis désolé, on fait quoi ? On dit quoi à la police municipale ? Il ne faut pas verbaliser ? Ils ne verbalisent pas à tort et à travers, ils ont du discernement, c'est lorsque la voiture est vraiment gênante. Les changements de côté, on laisse 24 heures franches aux gens, alors que normalement c'est dès le lendemain, c'est dans le Code de la route, on le sait que chaque début de mois on change le côté. Eh bien, ils ont comme consigne de ne pas se précipiter d'aller verbaliser, on laisse 24 heures. Mais parfois, en laissant 24 heures, il y a une rue qui est bloquée, notamment la rue Marcel David où l'on ne va plus pouvoir laisser 24 heures parce que l'éboueur ne peut pas passer, les camions ne peuvent pas passer parce qu'elle est étroite et quand les gens ne changent pas de côté, on ne peut plus passer dans la rue. Donc, qu'est-ce que l'on fait ? On ne verbalise pas ? Bon.

Je sais le travail qu'ils font, je sais les remontées que j'ai, que ce soit des écoles, que ce soit des commerçants, que ce soit des habitants. Voilà. Donc, les gens sont satisfaits. Maintenant, vous pouvez annoncer que vous allez réduire la voilure, qu'il faut qu'ils verbalisent moins, je ne vois pas comment, mais on peut leur dire de verbaliser moins. C'est-à-dire, on leur dit quoi ? Il y a une voiture en double file, on ne la verbalise pas ? Et il y en a beaucoup. On fait quoi ? Quand même, vous êtes dans votre rôle, je le conçois, vous êtes dans votre rôle, mais trouvez autre chose, trouvez autre chose, parce que l'on me rapporte parfois ce qui est écrit et ce n'est pas la vérité. Voilà.

Pour revenir quand même, ah oui, le CTM, vous dites « on fait des travaux sans faire les études ». Eh bien oui, on a fait une partie des études, mais on a économisé sur les études parce que l'on peut faire des travaux sans dépenser autant en études. Eh bien si, vous nous avez reproché « vous faites les travaux, vous n'avez pas fait les études ».

Plusieurs personnes prennent la parole simultanément.

C'est sous forme... très bien, on va vous expliquer. OK, on va vous expliquer, on va vous expliquer, mais on vous explique, là, je vous explique. Je vous ai expliqué Elior pourquoi on a changé, je vous explique pourquoi la police municipale a verbalisé, c'est parce qu'il y a beaucoup d'incivilités dans notre ville, je vous explique, je vous explique, voilà.

Maintenant, sur la propreté vous dites que cela a baissé de 150 000, non, cela a augmenté de 350 000, c'est parce qu'on avait sur-provisionné, on avait un budget, on l'avait sur-provisionné, on avait mis 500 000 € en plus. Donc, là où il y a 350 000 € en plus par rapport à l'année d'avant, vous nous dites que l'on a baissé de 150 000, c'est quand même incroyable de tourner les choses comme cela ! Mais enfin quoi ! Un budget, si on peut faire des DM et qu'après il y a un compte administratif, si la loi le permet, c'est parce qu'un budget, cela vit toute l'année. Il y a un budget primitif et en fonction de l'avancement des travaux et autres, eh bien, il y a des décisions qui se mettent en route, voilà.

Maintenant, il y a aussi certains investissements qui sont reportés, on n'a pas supprimé le centre socioculturel. D'ailleurs, Madame Desprès a participé au choix de l'architecte. Il était budgétisé pour 10 millions d'euros, on était montés à 20 millions, donc on n'a pas donné suite. Donc, nous avons refait un tour de table et l'on est heureux, on va bientôt pouvoir vous présenter un nouveau centre socioculturel qui, au lieu de 20 millions d'euros, et il est bien plus beau et il sera bien plus fonctionnel, un peu moins grand, mais je pense que les agents s'en réjouissent parce qu'ils étaient inquiets de voir le précédent, va tourner autour de 12 millions. Donc on est dans les clous de ce qui était prévu pour les Navigateurs et l'on peut poursuivre puisque nous avons quand même le Territoire qui se désengage de plus en plus, cela on va le voir, ils ne veulent plus... je suis désolé.

Et pourquoi ils se désengagent de plus en plus ? Ce n'est pas pour nous embêter, ce n'est pas pour nous embêter, c'est parce qu'ils sont face à des réalités financières. Pourtant, je pense qu'ils savent gérer puisqu'ils ne sont pas de droite, puisque l'on dit que je suis de droite. Alors, si cela peut faire plaisir à des gens, je suis Choisyen, citoyen et mon parti s'est Choisy, mais ils sont...

Un intervenant prend la parole hors micro.

Je respecte beaucoup Monsieur Barnier, et alors ? Je respecte aussi Monsieur Roussel, voyez-vous. Je respecte Monsieur Roussel, je l'ai rencontré et je lui ai dit. Eh bien oui, cher Monsieur, mais oui. Ce qui est dommageable, c'est que pour une fois que le PC retrouve un secrétaire qui tient la route, il va se vendre à la France Insoumise malgré ce qu'il dit tous les jours qu'il ne faut pas y aller. C'est dommageable, c'est dommageable. Cela me fait de la

peine pour les..., cela me fait de la peine parce que je pense que c'est une personne valable. Vous savez, les personnes valables, moi je m'en fous de leur parti. Notamment sur le travail, je partage tout à fait ce qu'il dit sur le travail, Monsieur Roussel, tout à fait. Moi, les hommes de bonne volonté...

Monsieur Barnier, il a quand même, je suis désolé, ce qui vous déplaît c'est qu'il est catalogué à droite, mais il a quand même une carrière qui parle pour lui. Cela a toujours été un bon élu partout où il est passé et il fait de son mieux. Faites-le sauter, Monsieur Barnier, et l'on verra ce qui arriva derrière, on verra qui serait capable. Aujourd'hui, pour moi, personne, aujourd'hui, à moins d'un grand élan. Eh bien oui, la France Insoumise ? Les recettes de 81 ? Où au bout de 2 ans on a mis la France à genoux, « tout prendre aux riches », les vieilles recettes. Allons-y ! Vous avez voulu aborder ce sujet, mais moi je suis prêt à l'accepter, voilà. Demain, on fait un référendum : « voulez-vous la France Insoumise au gouvernement ? » Je dis oui, je signe, tout de suite ! Je signe tout de suite parce qu'il faudra en passer par là pour s'en débarrasser et pour que les gens comprennent, surtout la jeunesse parce que la jeunesse n'a pas connu 81 que l'on paie encore aujourd'hui. Vous avez abordé ce sujet, donc permettez-moi d'en parler aussi, d'accord ? Et d'ailleurs, la jeunesse, j'irai leur parler. Alors après, ils feront leur choix, voilà. Dans 18 mois il y a des échéances, c'est magnifique, on est encore en démocratie, le peuple va s'exprimer, j'accepte par avance ce qu'ils diront, et moi je ne change pas mes valeurs, je reste sur mes valeurs et je reste au service des Choisyennes et des Choisyens. Ils choisiront, voilà. Mais, effectivement, au niveau national, qu'ils prennent le pouvoir, qu'on leur donne le pouvoir.

Alors maintenant, Madame Francisot, donnez toutes les explications qu'il faut.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Alors, comme je vous l'ai déjà dit et répété, mais on peut taper sur Google et avoir la réponse, le budget primitif, c'est un acte de prévision et c'est un acte d'autorisation.

Donc, effectivement, la prévision sur la restauration scolaire était une autorisation suffisante pour qu'aucun Choisyen, qu'il soit jeune, qu'il soit âgé, ne manque de quoi que ce soit. Maintenant, est-ce que vous savez combien d'enfants en janvier, combien d'enfants accueillerons-nous pour la restauration scolaire en septembre ? Personne n'est capable de le dire à ce jour.

Deuxièmement, vous parliez du CCAS. La première fois que cela a été fait, c'était en 2016, je siégeais dans cette assemblée. Il s'agit de reprendre les excédents qui sont créés par l'activité du CCAS. Il ne s'agit aucunement de retirer quoi que ce soit du budget du CCAS. Cela a été déjà dit et redit, d'ailleurs.

Vous parlez des amendes de police. Les amendes de police qui figurent au chapitre des amendes de police de ce budget, de tous nos budgets, d'ailleurs, ce sont les amendes de police délivrées sur les routes nationales que l'État répartit entre les collectivités. Cela ne concerne pas les amendes qui sont données sur le territoire de la Ville qui sont dans les produits, dans les recettes des produits du domaine. Ces amendes augmentent parce que les incivilités sur les routes nationales, les autoroutes, augmentent aussi. Voilà.

Concernant le CTM. Comme on vous l'a déjà répondu en commission, la requalification du CTM n'est pas repoussée, elle a même déjà commencé. Quand des études sont faites l'année où il y a des travaux qui commencent, cela passe dans les travaux en cours. C'est une écriture budgétaire qui permet simplement de retirer des études un montant et les inscrire en travaux en cours. Simplement, il y a eu des études faites, qui effectivement nous ont coûté un peu moins cher, d'où la déperdition de 330 000 € et de 296 000 €, et ces études ont été suivies d'une première phase de travaux qui ont consisté à déplacer des Algeco et de

les réaménager pour permettre, j'allais dire de stocker le personnel, mais on ne stocke pas du personnel, pour permettre aux activités du personnel de se dérouler comme elles le doivent.

Ensuite, vous parlez des rues. Mais il y a près de 10 millions de travaux qui ont été faits. Vous aviez vu l'état des rues qui nous ont été laissées en 2020 ? Le pont Rondou sur lequel les enfants passent tous les matins pour aller à Mandela et à Langevin, vous aviez vu l'état dans lequel il était ? Vous savez combien cela nous a coûté ? Eh bien, on a refait cela ! Le quartier de la Prairie qui était laissé à l'abandon, il y avait un trou à chaque mètre ! Quasiment tout le quartier de la Prairie a été refait et vous nous dites aujourd'hui que l'on ne fait rien ! La voix des Roses a été refaite, on ne fait rien ?

Je pense que vous ne lisez pas convenablement ce budget, en tout cas, sachez que les 13 millions d'emprunts que nous avons faits cette année, cela n'a jamais été réalisé, mais nous rendons aux Choisyens ce qui leur appartient.

En ce qui concerne ce dont vous parlez sur les annonces gouvernementales, effectivement, c'est inquiétant. Pour le coup, je pense qu'il y a quelque chose, cela ne rend pas plus facile la conception du budget à venir, mais il y a une chose qui, je pense, peut nous rassurer, c'est que l'on ne sera pas touchés normalement par ces baisses, ou très à la marge, par ces baisses de dotation à cause du bouclier DSU dans lequel nous sommes. Voilà.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Bien sûr, s'il y a d'autres interventions, je vais la donner. Mais vous savez, moi, sincèrement, c'est quand même dommage, moi je suis sûr qu'il y a des choses que l'on peut partager, enfin quoi ! Il y a des gens, on se connaît depuis longtemps. Il y a des choses où l'on ne va pas être d'accord, je le sais bien, bien sûr, voilà. Et c'est heureux, c'est la démocratie. Mais être attaqué sur le social, non, cela non, non. Parce qu'on a bien amplifié et l'on est attentifs, et l'on voudrait tellement faire plus, comme vous-même voudriez faire plus. Enfin, cela, c'est une valeur que l'on partage, mais on est aussi face aux réalités de notre Ville qui n'est quand même pas une Ville riche, importante, mais pas riche.

Moi, je suis fier, avec toute ma majorité, de tout ce que l'on a fait, que ce soit pour les écoles, pour les personnes, toutes les aides que distribue le CCAS, et ils nous en remercient. Maintenant, si l'on peut faire plus, on essaiera de faire plus, voilà. Les agents, vous savez, les ATSEM, on a abondé quand même encore plus de 80 000 € pour leur donner satisfaction parce que c'est une chose qu'ils réclamaient. Je me souviens et j'étais avec eux lorsqu'ils réclamaient, notamment, de ne plus faire les sols. Nous avons discuté. Ce qui s'est passé, c'est qu'à un moment, ils se sont fait manipuler alors que l'on avait prévu de se voir et que l'on avait prévu de supprimer cela. D'ailleurs, cela s'est très vite réglé parce qu'on a compris leurs revendications, voilà.

Lorsqu'on nous parle, par exemple de..., non mais, une chose où l'on peut ne pas procéder de la même façon. Par exemple, je ne suis pas d'accord surtout avec la CGT lorsqu'elle nous parle de pénibilité. Vous voyez, le CTM, pourquoi on fait des travaux au CTM ? C'est pour améliorer les conditions de travail des agents, qu'ils nous réclament. Nous, c'est ainsi que nous voulons lutter contre la pénibilité. Dans les cimetières, au lieu de faire des trous à la pelle, etc., nous les avons équipés. Lorsqu'il y a de la pénibilité, ce n'est pas parce que l'on va donner 3 jours de RTT de plus par an que le travail sera moins pénible, mais si tous les jours le travail devient moins pénible grâce à de l'équipement, d'ailleurs, ils en sont conscients, ceux qui en ont bénéficié, donc le CTM, c'est pour lutter contre la pénibilité. Voilà.

Alors là-dessus, on peut avoir des différences. Vous pouvez dire moi je vais vous donner 3 jours de plus par an, 5 jours, une semaine, ce que vous voulez, mais le travail sera toujours aussi pénible, toujours. Donc, il faut le rendre moins pénible en les équipant mieux. Et cette revendication du CTM, effectivement, qui est une demande ancienne des agents, nous essayons d'y faire face, d'aménager les locaux pour qu'ils se sentent mieux, notamment les vestiaires, notamment les vestiaires, voilà.

Après, bien sûr, c'est normal, vous êtes l'opposition, vous êtes dans votre rôle, je vous respecte, il n'y a aucun souci, vous pouvez le dire, mais de grâce, si vous nous attaquez sur le social, amenez des preuves, parce que sur le social, on n'a rien supprimé et on fait même du plus. À titre personnel, j'y suis très sensible, comme mon adjoint, mon premier adjoint, comme toute ma majorité. Je crois que dans nos existences, on ne vient pas de la cuisse de Jupiter, on sait ce qu'est la vie, on sait ce que vivent les Choisyennes et les Choisyens et si l'on peut alléger cela, on le fait. Mais on a des moyens limités quand même, on a des moyens limités, on n'est pas à Neuilly-sur-Seine. On fait avec ce que l'on a et je pense que l'on fait bien. Mais bon, voilà. Nous, on est ouverts, on est tous ouverts, on est prêts à prendre des idées, à nous dire « ça, cela ne va pas, est-ce que vous ne pouvez pas améliorer cela ? »

Bon, moi je suis prêt à étudier ensemble selon le budget que l'on a et ce que l'on peut faire. Parce que, Madame Francisot, vous parlez des routes, mais très sincèrement, très sincèrement, la Prairie, depuis combien de temps ils réclamaient que l'on refasse leurs routes ? Enfin, cela c'est factuel, ce ne sont pas des choses que l'on invente, il y a 50 % des routes à refaire, mais enfin, ce n'est pas de ma faute, ce n'est pas de la faute de la nouvelle majorité. Par contre, on s'attelle à les refaire. Le pont Rondu, je me souviens, lorsque j'étais à votre place, conseiller municipal, combien de réunions nous avons eues, notamment avec Monsieur Hervy pour ce fameux pont Rondu ? Finalement, on a été obligés de le fermer ! Il est magnifique, ce pont Rondu, tout le monde l'admet, il est très bien. Voilà. Et on va procéder comme cela.

Maintenant, il nous reste à traiter la piscine, il nous reste à traiter le gymnase. Peut-être que c'est vous qui le traiterez, mais cela, c'est incontournable. La piscine a 70 ans, vous ne pouvez pas continuer à mettre des rustines dessus. On en a mis encore cet été, ce n'était pas prévu. On en a encore mis cet été, sinon elle n'aurait pas pu réouvrir, bon, c'est un peu de l'argent mis à la poubelle. 70 ans ! Une piscine c'est 40 ans, il y a au moins 20 ans qu'elle aurait dû être refaite. Le gymnase Lagrange, pareil, il faut le faire. Bon, très bien, il y a eu d'autres choses de faites, ce n'est pas évident, ce n'est facile pour personne. Je vous citais la collectivité, la collectivité, ils sont dans une situation pas facile. Le territoire, on n'y peut rien. Les départements, vous voyez bien ce qui se passe, quand même, au niveau des départements : 30 sont en faillite, les autres ne vont pas tarder à suivre.

Effectivement, je suis d'accord avec vous, Monsieur Guillaud-Bataille, j'aurais aimé d'autres annonces, malgré tout, du gouvernement que de crier haro sur les collectivités qui, je pense, dans leur ensemble, font bien leur travail, qui que ce soit et surtout, on ne fait pas de déficit, nous. On nous oblige à l'équilibre et c'est une bonne règle. Que le gouvernement se l'applique aussi et qu'il ne pointe pas du doigt des gens qui n'ont rien à voir dans les problèmes que nous vivons aujourd'hui.

Y a-t-il d'autres interventions ? On peut procéder au vote ? Y a-t-il des votes contre ?

Mme Desprès : J'ai une intervention, excusez-moi, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Oui, Madame Desprès.

Mme Desprès : Je vote contre, comme mes collègues, bien que je ne partage pas tout ce qu'a dit Monsieur Guillaud-Bataille, notamment sur le CCAS et sur les amendes. Mais, globalement, je me retrouve tout à fait dans ses déclarations, c'est pour cela que je voterai contre, ainsi que Monsieur Aoummis.

M. le Maire : D'accord, très bien. Vous voyez, vous avez le pouvoir. Qui vote contre ? Voilà, très bien. Qui s'abstient ? Et le reste, voilà. C'est bon ? Donc, c'est voté. Merci.

Vote de la délibération n° 24.120

Ont voté pour : 34

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 7 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.120 est adoptée à la majorité.

→ Modification Décision modificative N° 1 – Exercice 2024 Budget annexe des parkings

M. le Maire : Toujours Madame Francisot, les parkings, c'est quand même plus simple. Décision budget annexe des parkings, Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Sur les parkings, je serai beaucoup plus rapide. Tout simplement, le budget augmente de 13 310 € en section de fonctionnement et diminue de 660 000 € en section d'investissement.

Je m'attarde simplement sur la section d'investissement. Comme je vous l'ai dit, il s'agit de la subvention d'investissement prévue par la Ville qui sera reportée en début 2025 puisque les travaux débuteront début 2025 et que l'on ne crée pas de l'excédent et de l'emprunt sur des choses qui n'ont pas commencé.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Des interventions sur le budget annexe ? Non, OK. Des votes contre ? 3 votes contre. Si vous pouviez plus lever le bras, pour les... oui.

M. Guillaud-Bataille : Juste, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Oui.

M. Guillaud-Bataille : Pour ce qui concerne notre groupe, nous nous étions prononcés contre le choix de privatisation des parkings que vous êtes en train de faire. Les investissements qui sont là, prévus, même si là ils sont reportés, continuent de l'être, étant la

traduction de ce choix politique. Voilà, point. En toute logique, nous continuons de voter contre.

M. le Maire : Très bien. Donc, alors. Vote contre, si vous pouvez bien lever, parce qu'ils ne voient pas très bien. D'accord. Très bien. Abstentions ? Et le reste, c'est voté. Merci.

Vote de la délibération n° 24.121

Ont voté pour : 36

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 5 (BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.121 est adoptée à la majorité.

→ Admission en non-valeur de créances irrécouvrables — Budget Principal

M. le Maire : Le point suivant. Les admissions en non-valeur de créances, Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci Monsieur le Maire. C'est un point classique, comme chaque année, la comptable du service de gestion comptable d'Orly nous propose d'admettre en non-valeur 60 126,61 €.

M. le Maire : Oui, malheureusement. Y a-t-il des interventions ? Tu t'es trompée ?

Mme Francisot : Pardon, j'ai oublié la suite. En réalité, c'est un montant global de 85 397,74 €.

M. le Maire : Très bien, d'accord. Y a-t-il des observations ? Non. Malheureusement, bon. C'est ainsi. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

Vote de la délibération n°24.122

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian,

BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.122 est adoptée à l'unanimité.

→ Appel Admission en non-valeur de créances irrécouvrables Budget annexe des parkings

M. le Maire : Alors, pour les parkings créances irrécouvrables, donc je suppose qu'il n'y a pas d'intervention.

Mme Francisot : Pour le parking, il s'agit simplement de 67 €, le montant sûrement d'un abonnement et quelques. Voilà.

M. le Maire : Très bien. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n°24.123

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.123 est adoptée à l'unanimité.

→ Subvention d'équilibre 2024 du budget principal au budget annexe des parkings

M. le Maire : Alors maintenant, le budget 2025. Comme de coutume, en attendant qu'il se présente, ouverture anticipée de crédits, notamment sur les investissements. Madame Francisot.

Plusieurs intervenants prennent la parole hors micro.

Ah non, budget annexe des parkings, créances irrécouvrables, budget 2025, ouverture anticipée de crédits. C'est cela.

Mme Francisot : La subvention d'équilibre.

M. le Maire : Si tu veux. Eh bien, non. Bon, allez-y, Madame Francisot.

Mme Francisot : Eh bien écoutez, sur la subvention d'équilibre du budget principal au budget annexe des parkings, qui je le rappelle est une subvention qui est censée être exceptionnelle, pour l'année 2024, cette contribution s'élève donc en globalité à 290 000 €.

M. le Maire : Elle n'était pas sur le déroulé, mais elle était quand même présente. Merci, Madame Francisot. Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Oui, il y a des votes contre, oui, bien sûr. Toujours 3 ? Ah, 5, 5 contre, du coup.

M. le Maire : Ah, les pouvoirs, oui, excusez-moi, c'est vrai vous avez des pouvoirs. Très bien, donc 5 contre. Abstentions, non ? Et le reste pour. Très bien, merci.

Vote de la délibération n° 24.124

Ont voté pour : 36

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 5 (BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.124 est adoptée à la majorité.

→ Budget 2025 - ouverture anticipée de crédits - Investissement - Budget 2025

M. le Maire : Maintenant, ouverture anticipée de crédits. Madame Francisot, c'est toujours à vous.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Alors, l'ouverture anticipée de crédits, simplement, c'est un mécanisme qui permet aux services de continuer de fonctionner et aux entreprises de pouvoir être payées avant vote du budget à partir du 1^{er} janvier, bien entendu. On parle pour la période du 1^{er} janvier jusqu'au vote du budget. Ce montant des investissements autorisés va jusqu'au quart de l'investissement total qui avait été prévu cette année.

M. le Maire : Des interventions ? Non. Des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté. Merci à vous.

Vote de la délibération n° 24.125

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.125 est adoptée à l'unanimité.

→ Attribution d'acomptes de subventions au Théâtre Cinéma et au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Choisy-le-Roi – Budget 2025

M. le Maire : Vous avez toujours la parole, Madame Francisot. Les acomptes, Théâtre et autres. Allez-y.

Mme Francisot : Merci. Cette fois-ci, il s'agit des acomptes de subvention Théâtre Cinéma et au CCAS, tout simplement également aussi pour leur permettre de fonctionner jusqu'au vote du budget. Il est prévu, pour le Théâtre Cinéma de pouvoir leur verser jusqu'à 426 000 € et pour le CCAS, jusqu'à 600 000 € d'ici le vote du budget.

M. le Maire : Merci. Des interventions ? Non. Des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté. Merci.

Vote de la délibération n° 24.126

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.126 est adoptée à l'unanimité.

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETÉ – DLC

→ Convention pour l'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV)

M. le Maire : Maintenant, la citoyenneté. Je vais donner la parole à Madame Fontaine qui nous présente l'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties. Madame Fontaine.

Mme Fontaine : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et à tous.

Principe d'avancement de la TFPB

Je vais rappeler le principe d'abattement de la TFPB, qui est la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties pour les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville. Cette taxe est normalement payée à chaque commune par les bailleurs sociaux au prorata du nombre de la valeur locative des appartements qu'ils ont sur les territoires de ces dernières. Cependant, les communes peuvent choisir, dans le cadre du dispositif de la Politique de la Ville, d'exonérer le bailleur de 30 % de cette taxe pour que celui-ci réinvestisse cet argent dans des projets spécifiques à la Politique de la Ville. L'État rembourse ensuite à la commune un montant équivalent aux 40 % de ces 30 % de manque à gagner.

Ainsi, en contrepartie de cet abattement, l'organisme de logement social signataire s'engage à mettre en œuvre des actions visant au renforcement de la qualité du service rendu aux locataires sur les territoires prioritaires étant concernés. Pour Choisy-le-Roi, seuls les logements placés dans le quartier de Choisy Sud étaient concernés par cet abattement jusqu'à la fin de l'année 2024, mais, à partir de 2024, nous avons un nouveau quartier, le quartier Centre-Ville Barbusse qui sera également concerné par cet abattement.

Processus de rédaction et de la ratification de la convention

Cet abattement est subordonné à la conclusion d'une convention relative à l'entretien et à la gestion du parc et ayant pour but d'améliorer la qualité du service rendu aux locataires. La convention doit être conclue par le bailleur avec la commune, l'établissement public de coopération intercommunale et le représentant de l'État dans le département et être annexée au contrat de Ville.

Le nouveau contrat de Ville Engagements Quartiers 2030 étant signé en 2024 à l'échelle de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, c'est également à cette échelle que la convention pour l'utilisation de l'abattement de la TFPB dans la QPV sera signée. Il est cependant proposé à chaque commune de rédiger et de signer sa propre convention avec les bailleurs disposant du patrimoine sur les Quartiers de la Politique de la Ville de son territoire.

En ce qui concerne Choisy-le-Roi, seul le bailleur Valophis Habitat est concerné par cette convention, car il est le seul bailleur social à disposer de logements dans le périmètre des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville. Une fois ces conventions rédigées par les communes en concertation avec les bailleurs et l'État et validées en Conseil Municipal, elles sont remises à l'EPT qui chapeaute ce corpus et le ratifie dans son ensemble.

Il est proposé de signer une convention unique qui sera valable pour toute la durée du contrat de Ville, néanmoins, afin de s'assurer du respect de la convention par les parties, cette dernière sera réévaluée chaque année grâce à la présentation du prévisionnel du programme d'action annuelle de l'abattement TFPB et du bilan de ce programme d'action à l'année N +1.

Contenu des programmes d'action

Une fois cette convention signée par l'ensemble des structures, les programmes d'action seront élaborés et validés. Il s'agira soit d'actions dites de droit commun qui feront l'objet de moyens renforcés, soit d'actions spécifiques venant soutenir les objectifs de qualité de vie et de renforcement du lien social.

Vous avez les principaux axes d'intervention qui concerneront le renforcement de la présence du personnel de proximité, la formation spécifique et le soutien aux personnels de proximité, le sur-entretien, la gestion des déchets et encombrants, la tranquillité résidentielle, la concertation sensibilisation des locataires, l'animation, le lien social, le vivre ensemble et les petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Objectifs prioritaires de cette convention

Ils se calquent aux enjeux du contrat de Ville Engagements Quartiers 2030 que l'on va voir juste après, donc c'est pour cela que je ne vais pas développer au niveau de la TFPB.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver la convention pour l'utilisation de l'abattement de la TFPB dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville couverte par le contrat de Ville Engagements Quartiers 2030 et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

M. le Maire : Merci, Madame Fontaine. Des observations ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 24.127

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRAINE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.127 est adoptée à l'unanimité.

→ Subvention municipale aux associations 2^e affectation

M. le Maire : Toujours Madame Fontaine. Subvention municipale aux associations, c'est la deuxième affectation.

Mme Fontaine : Lors du vote du budget primitif le 3 avril 2024, une enveloppe déterminée permettant d'attribuer des subventions aux associations locales et groupements locaux au titre de l'année 2024, il y a une première ventilation. Là, vous avez une autre répartition de la subvention qui vous est proposée parce qu'il restait une enveloppe. Donc, nous avons Prévention Santé Handicap, le Roi Est Chat et Dys-Arts, ce sont deux nouvelles associations, loisirs animation locale, la Basse-Cour du Val-de-Marne qui propose des projets avec les écoles et également le PRE de Choisy-le-Roi, Union des Femmes Africaines et Amis de Choisy-le-Roi, association franco-berbère, voilà. Pour une enveloppe de 2500 €.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver cette ventilation de subventions.

M. le Maire : Merci. Des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n°24.128

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.128 est adoptée à l'unanimité.

→ Contrat de Ville « Engagements Quartiers 2030 »

M. le Maire : Je donne la parole à Madame Ostermeyer. Ah non, c'est toujours Madame Fontaine, c'est important, l'engagement des contrats de Ville pour les Quartiers.

Mme Fontaine : Prioritaires. Donc, au niveau de la Politique de la Ville, je rappelle juste que c'est un dispositif interministériel, ses objectifs sont décrits par l'État comme tels : réduire les écarts de développement au sein des villes, restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers défavorisés et améliorer les conditions de vie et de leurs habitants. Elle intervient dans tous les domaines, emploi, logement, éducation, cadre de vie, sécurité, cohésion sociale.

La loi Lamy, loi de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, introduit comme critère unique de définition de la géographie Prioritaire Politique de la Ville le revenu des habitants. Les contrats de ville, documents de formalisation des engagements des différents partenaires de la Politique de la ville font alors leur apparition. L'objectif mis en avant est celui de la réduction des écarts entre les Quartiers Prioritaires et les autres.

Principe des Contrats de Ville

Le Contrat de Ville décline les engagements des signataires quant à la mise en œuvre des moyens spécifiques dédiés aux Quartiers Prioritaires ainsi que la mobilisation du droit commun sur ces quartiers. Grâce à ce partenariat, des actions sont menées collectivement et soutenues financièrement.

Le Contrat de Ville sur lequel les partenaires fondaient jusqu'aujourd'hui leurs actions avait été approuvé par le Conseil Municipal du 27 mai 2015 et signé le 10 juillet 2015. Il est supposé être valide jusqu'en 2020, mais les conditions n'étaient pas réunies à cette époque pour le renouveler. Sa durée de validité a été prolongée jusqu'en 2023.

Donc on a un nouveau contrat de ville qui doit être signé cette année, le 2 décembre. Les services ont travaillé à sa rédaction durant une année et on arrive donc à la fin de ce processus et de cette contractualisation. D'ailleurs, je voudrais remercier tous les services et le service DLC qui a fait un travail formidable pendant plus d'une année, ç'a été vraiment un gros travail.

La nouvelle géographie Prioritaire de la Politique de la Ville

Dans le cadre de cette nouvelle contractualisation, l'État a redéfini les frontières. Donc, on a un nouveau quartier qui est le quartier Centre-Ville Barbusse et le quartier sud. Il est noté que la catégorie quartier de veille à laquelle appartenait le quartier Centre avant a disparu. C'est remplacé par une notion, je n'aime pas trop le terme, mais c'est défini comme cela, poches de pauvreté, qui concernera des espaces restreints et disposera d'un budget minime, 2,5 % de l'enveloppe du BOP 147.

Il a été décidé de ne pas faire apparaître les périmètres de ces poches de pauvreté au sein du document, mais il faut savoir que nous, on en a identifié deux. Une autour du centre social Mouloudji, une à proximité du Centre-Ville Barbusse et une troisième au niveau du quartier des Navigateurs.

La rédaction du Contrat de Ville par l'ensemble des partenaires

Les partenaires sont l'État, l'EPT 12, les communes du territoire, les départements du Val-de-Marne et de l'Essonne, la Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne, le bailleur Valophis, le bailleur ICF Habitat, le bailleur Paris Habitat, la banque des territoires de la Caisse des Dépôts et BIP France.

On a une méthodologie qui a été adoptée. Le nouveau Contrat de Ville Engagement Quartier 2030 est signé en 2024 à l'échelle de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre. Les objectifs communs de l'EPT 12 ont été rédigés par l'ensemble des communes lors d'une concertation et différents groupes de travail thématiques. Chaque commune rédige cependant sa propre fiche quartier pour les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville de son territoire. Une fois ces fiches quartier rédigées, elles ont été remises à l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre qui chapeaute ce corpus et y ajoute les engagements de chacun des partenaires. Un unique contrat est ensuite signé par l'ensemble des communes de l'EPT 12 et des partenaires signataires. Donc, comme je vous l'ai dit, ce sera le 2 décembre.

Les engagements des différents partenaires

En ce qui concerne l'État, un comité interministériel à la Ville, tenu le 27 octobre 2023, a fixé des ambitions pour cette nouvelle contractualisation. Je vais vous épargner tous les détails, je vais revenir en tout cas sur Choisy.

Chaque commune a ensuite pu décliner ses objectifs principaux en objectifs spécifiques propres à chacun de leurs Quartiers Prioritaires.

En ce qui concerne les ambitions pour le quartier du Centre-Ville Barbusse, c'est :

- redynamiser et diversifier les commerces ;
- continuer à s'impliquer dans l'action cœur de ville ;
- créer un équipement de proximité ;
- créer un espace dédié aux jeunes ;
- améliorer la cohésion sociale et la participation des habitants ;
- redynamisation de la vie de quartier ;
- améliorer la prévention, la tranquillité publique et la sécurité ; prévenir et promouvoir la santé.

Les axes et orientations prioritaires sont :

- accompagner la parentalité ;
- rétablir le lien avec les habitants et installer des services de proximité ;
- travailler à la levée des freins de l'emploi ;
- travailler à l'amélioration du cadre de vie, des espaces extérieurs et aménager la rue Carnot et la Halle du marché.

Pour le quartier sud, les axes et orientations prioritaires sont :

- créer un forum de l'emploi ou une autre action personnalisée de retour à l'emploi pour accompagner les habitants vers un retour à l'emploi et communiquer sur les instances existantes ;
- prévoir une relocalisation de certaines associations, une mutualisation des locaux dans le cadre du plan de rénovation urbaine ;
- développer les liens entre les nouveaux et les anciens habitants du quartier ;
- créer des espaces de vie extérieure verts et agréables.

Si vous avez des questions.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot.

Mme Fontaine : Fontaine, mais ce n'est pas grave.

M. le Maire : Y a-t-il des interventions ? Allez, je vais prendre une semaine, j'espère qu'on ne va pas m'enlever les 3 jours de carence. Excusez-moi, Sabrina, c'est vrai, je suis un peu fatigué. Il n'y a pas d'intervention ? Bon.

Écoutez, moi aussi je voudrais rendre hommage à mon adjointe, à toute ma majorité. Quand même, on arrive à faire des choses bien. On nous avait prédit 3 mois lorsque nous avons été élus. Ce n'est peut-être pas tous les jours dimanche, on peut avoir des discussions, mais je pense qu'entre les écoles, cela, la Maison, on est quand même parvenu à faire de belles choses à Choisy-le-Roi, c'est un très bon travail. Je vous invite à regarder, ce n'est pas par hasard que Choisy-le-Roi a le plus de pages, parce que ce sont les services qui ont alimenté, il y a toutes les villes. C'est formidable. Là où l'on peut se retrouver, malgré tout, c'est qu'avec tout ce travail que l'on a fait, un dossier excellent pour bénéficier d'un nouveau quartier, le préfet à l'égalité des chances était fort sympathique, qui était venu là, et lorsqu'il nous a annoncé « Choisy-le-Roi a été retenue », nous étions tellement contents ! Cela nous fait plaisir, cela va quand même nous aider un peu, mais c'est vraiment de la communication. Résultat des courses, cela nous donne 2000 € de subventions supplémentaires.

Mme Fontaine : C'est parce que l'on n'a pas encore eu l'enveloppe. En tout cas, cela ne doublera pas, c'est sûr.

M. le Maire : Ce qui nous a été annoncé pour l'instant, la préfète m'a donné la somme, par rapport à ce que l'on percevait, il y a 2000 € de plus. Donc, on peut être d'accord quand même, comme je le disais, on traite l'humain, on sera au plus proche des habitants. Je pense que quand même c'est un travail qui mérite bien plus, qui est tellement positif là où cela se fait. Comme vous l'aviez fait par le passé, dès que l'on traite de l'humain, que l'on s'occupe des personnes, comme par hasard, les choses se calment, il y a de meilleures relations. Il y a des priorités, manifestement, comme pour le logement, cela ne semble pas être une priorité au niveau budgétaire.

Je ne vais pas parler des Jeux olympiques parce qu'il y a des langues qui se délient. Eh bien oui, parce que moi je suis ravi, ç'a été une image extraordinaire, c'était formidable, j'en suis bien conscient, c'était un moment de fête. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Les langues commencent à se délier : 100 millions d'euros la cérémonie d'ouverture plus 20 millions de service d'ordre, 120 millions. Il y a quatre ans, Londres c'était 30 millions d'euros, on criait au scandale. On est à 120 millions d'euros ! Qu'est-ce que l'on a gagné en Angleterre ? Vous verrez et après les Jeux olympiques, formidable ! Ce qui s'est passé après les Jeux olympiques à Londres et c'est factuel, c'est qu'il y a des gens qui ont connu, pour le coup, la famine, ce qui n'était jamais arrivé en Angleterre. Je sais que l'on est peu nombreux à dire cela, mais j'étais contre, pas les Jeux olympiques, mais la grande éloquence de ces jeux. Ne serait-ce que les 20 millions, parce que cela a coûté 20 millions supplémentaires, le petit défilé sur la Seine qui a énormément plu aux gens, très bien, je peux le concevoir, mais par rapport aux priorités de notre pays, j'aurais bien voulu avoir ces 20 millions d'euros pour le logement, par exemple. C'est une question de priorité, c'est tout. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Comment ?

Un intervenant prend la parole hors micro.

On ne va pas demander autant, mais qu'en reste-t-il ? Nous sommes là avec nos problèmes. Ç'a été sympathique, j'ai assisté à des épreuves, c'est formidable, bien sûr. Cela aurait pu

être tout aussi formidable avec un petit peu moins d'argent dépensé et un peu plus pour le quotidien des gens. Et on ne saura jamais la réalité des comptes parce que les restaurateurs, l'hôtellerie, moins 20 % de chiffre d'affaires pendant les Jeux olympiques, donc qui y a gagné ? Je veux bien que l'on parle de multinationales, ce sont toujours les mêmes qui engrangent. C'était une réussite, bien sûr, une réussite, c'était formidable, mais à quel prix ? Que les gens soient logés, qu'ils vivent bien, qu'ils soient heureux, ce n'est pas une belle réussite, cela aussi ? On ne peut pas y consacrer dans les quartiers, avoir une enveloppe aussi importante, cela ne peut pas être une priorité, cela aussi ? C'est un combat que l'on peut mener ensemble, mais que je mène, moi, je le redis.

Mais enfin, on est satisfaits quand même parce que cela va nous ouvrir des portes, de pouvoir réaliser des choses et si ce n'est pas directement, avoir des subventions autres ou des facilités.

Un intervenant prend la parole hors micro.

Il y a l'abattement TFPB, exact, qui va s'appliquer.

Une intervenante prend la parole hors micro.

Oui, cela reste positif, bien sûr. Mais par rapport à l'effet d'annonce. Madame Desprès.

Mme Desprès : Oui, Monsieur le Maire. Juste pour revenir au sujet. Je félicite le service avec lequel je travaille en tant qu'association et qui fait vraiment un boulot extraordinaire. Je veux dire que depuis des années, des années, le groupe auquel j'appartenais, attendait que le quartier du Centre soit reconnu, et là c'est vraiment une grande joie pour nous que le quartier soit reconnu. Voilà, c'est tout ce que je voulais dire, mais c'était vraiment important parce que c'est un combat de longue haleine et sur lequel on a essayé, essayé, et enfin, il est reconnu. Pour la population, ce sera vraiment un plus.

M. le Maire : Merci, Madame Desprès. En tant que, j'allais dire vieux Choisyen et jeune Choisyenne, mais qui habitons la ville depuis longtemps, on peut se réjouir ensemble de cette avancée. On avait juste un petit regret, c'est que la frontière ne soit pas poussée jusque sur la dalle, mais bon, on a obtenu cela, c'est très bien. Vous y avez participé, tout le monde y a participé, c'est formidable. J'espère qu'il y aura d'autres sujets où l'on pourra tous participer ensemble pour, avant tout, le bien-être de Choisy-le-Roi. Encore une fois, nous sommes ouverts, on tend la main à toutes les bonnes idées, sans sectarisme.

Y a-t-il d'autres interventions ? Non. On va voter. Des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n°24.129

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.129 est adoptée à l'unanimité.

ARCHIVES – DOCUMENTATION – PATRIMOINE

→ Adhésion à l'Association des Archivistes Français (AFF)

M. le Maire : Je vais essayer de ne pas me tromper de ligne ni de nom. Maintenant, je donne la parole à Madame Ostermeyer qui nous présente l'adhésion aux Archivistes Français.

Mme Ostermeyer : Merci, merci Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Donc là, cela va être beaucoup plus léger puisqu'il vous est proposé ce soir de vous prononcer sur l'adhésion de la commune à l'Association des Archivistes Français, et ce, au profit des agents de notre service archives afin de les faire bénéficier du réseau des adhérents, des outils, des conseils et des actualités nécessaires à leur profession. L'adhésion s'élève pour l'année 2025 à 200 € et quand on sait l'utilité de ce service pour la réalisation de nombreux projets pour la Ville et ses habitants, je ne doute pas de votre accord pour consentir à cette adhésion. Merci.

M. le Maire : Merci, Madame Ostermeyer. Des interventions ? Je ne pense pas. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Non. C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n° 24.130

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.130 est adoptée à l'unanimité.

ENFANCE

→ Fixation des tarifs de location des centres de vacances pour l'année 2025

M. le Maire : Je vais donner la parole à Madame Bénédicte Hache. Ah, c'est Julien ? Très bien, au temps pour moi, mais on avait mis Bénédicte. Ce sont les centres de vacances, donc Julien qui présente la fixation des tarifs pour la location des centres de vacances.

M. Bourven : C'est une délibération annuelle. Les tarifs changent cette année à la marge entre 1 et 5 euros selon les prestations. Juste pour dire que cette mise en valeur de nos centres de vacances, encore une fois, pour les personnes hors Choisy-le-Roi, pour les associations, les collectivités, qui veulent louer nos centres, fonctionne bien puisqu'en 2023 nous avons eu 119 000 € de recettes et en 2024, 140 000 €.

M. le Maire : Merci, Monsieur Bourven. Des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Une intervention toute technique sur notre travail. Monsieur Bourven répond à la question que j'allais poser, c'était quelle était l'évolution des tarifs, parce que la présentation telle qu'elle nous était faite ne nous disait pas clairement ce qui augmentait, ce qui n'augmentait pas, etc., parce qu'il n'y avait que les colonnes proposées pour l'année prochaine. Vraiment, ce serait bien de prendre l'habitude de systématiquement rappeler, quand il y a des évolutions tarifaires, des évolutions de subventions, systématiquement rappeler celles d'avant pour notre travail collectif. Ce qui est tout à fait faisable puisque, pour le coup, j'en profite, je n'interviendrai pas tout à l'heure, pour saluer la présentation de Monsieur Marques sur les associations sportives où l'on a, pour le coup, la N-1, l'année proposée, et d'ailleurs, une justification des mouvements en marge. Voilà, après on peut se déterminer sur ce que l'on en pense, mais au moins on a les éléments qui ont amené aux mouvements. Ce serait bien de le faire systématiquement à l'avenir.

M. le Maire : Oui, j'y souscris, Monsieur Guillaud-Bataille. C'est noté.

Une intervenante [1:56:21.0] : C'est une évolution de 2 %, en fait.

M. le Maire : C'est une évolution de 2 % par rapport au tarif de l'année dernière, mais c'est vrai que présenter avec l'ancien tarif et le nouveau, c'est plus parlant. Donc, avec les services, on va veiller à faire les colonnes. Oui, Monsieur Bourven.

M. Bourven : J'allais juste dire que, je ne sais pas pour vous, Monsieur Guillaud-Bataille, mais sur la notice que l'on a sur la tablette, il y a bien le tarif 2024 et le futur tarif 2025. Comme chaque année, il y a les deux colonnes.

M. le Maire : Cela peut arriver, Monsieur Guillaud-Bataille. Nous en parlions tout à l'heure, il y a des jours où il y a des erreurs possibles, cela n'enlève rien à vos qualités et au fait que cela peut arriver à tout le monde.

Y a-t-il d'autres interventions là-dessus ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 24.131

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER

Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.131 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Cela aussi, c'est une bataille, comme cela l'était avant, je crois que c'est une bataille commune depuis de longues années. Nous tenons particulièrement à ces centres de vacances qui nous restent, Penthièvre et Morillon. Morillon, il y a un énorme problème technique qui risque financièrement de nous coûter très cher, mais nous tenons absolument à ces centres. On en discutait encore entre Choisyens il n'y a pas longtemps, où une jeune femme me disait « mes parents y ont été, j'y ai été, et maintenant c'est mes enfants ». C'est vrai qu'il ne reste plus beaucoup de villes, 5 ou 6 villes qui ont encore des centres de vacances, mais nous y tenons beaucoup, nous y tenons beaucoup et tous ensemble il faut les maintenir. Après, j'entends des villes qui disent, qu'elles soient de gauche, de droite, il y a des villes qui ont choisi, par exemple, de les fermer en disant « les enfants, ou les moins jeunes voulaient plus de diversité ». C'est-à-dire qu'ils ont fait des contrats avec des centres village de vacances et autres pour changer de destination. Moi, j'estime que nos centres sont tellement beaux, tellement bien entretenus avec des personnels de qualité, que ce soit à Morillon ou à Penthièvre, pourquoi s'en priver ? Quand on a la chance d'avoir un centre à Quiberon, en Bretagne, sur la côte sauvage à côté, on peut y aller plusieurs fois dans l'année. Si je pouvais y aller trois fois par mois, j'irais, Morillon pareil, c'est exceptionnel. C'est aussi le travail des anciennes municipalités, c'est quelque chose qui nous lie. J'y suis sensible puisque la première fois que j'ai fait du ski, c'est à Morillon grâce à la municipalité. Donc, il faut que les autres enfants... Oui, Madame Desprès, mais, vous le savez.

Mme Desprès : Monsieur le Maire, cela nous fait un deuxième point commun, franchement, c'est incroyable ce soir !

M. le Maire : Attendez, on n'a pas tout à fait les mêmes idées politiques, mais on aime notre ville et l'on peut reconnaître... Pourquoi je l'habite depuis 60 ans ? C'est que je m'y sens bien. Maintenant, il y avait des choses, selon nous, à améliorer. Morillon, nous y tenons, on a tous des souvenirs, Penthièvre, pareil. Je réaffirme ici, parce qu'on nous avait quand même accusé de fermer Morillon et Penthièvre, je réaffirme ici notre volonté de maintenir, j'allais dire quoi qu'il en coûte, on ne va pas reprendre.... C'est vrai que cela coûte très cher et que c'est difficile, mais il faut tenir. Je réaffirme ici notre volonté de maintenir Penthièvre et Morillon. D'ailleurs, en dehors des périodes scolaires, la directrice et le directeur arrivent maintenant de plus en plus à louer à des associations, des familles et autres. Je réitère ici qu'une famille, des amis, si vous êtes au moins 20 personnes, en dehors des périodes scolaires, par exemple à Penthièvre c'est 55 € par jour, pension complète, Julien. En face, il y a un hôtel, ou la plupart des hôtels, c'est entre 100 € et 120 €, je suis allé voir les prix, sans le petit déjeuner. Là, il y a le petit déjeuner, il y a le midi, il y a le soir. Et là, il n'y a pas d'Elior, il n'y a pas de SIRESCO, il n'y a rien du tout, on va faire les courses au marché à

côté, il y a un cuisinier sur place qui cuisine, c'est super. Là au moins, on ne s'engueulera pas là-dessus.

Rires.

Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? L'unanimité, merci.

URBANISME

→ Rétrocession par la Société d'Aménagement et Développement des Villes et du Département du Val-de-Marne (SADEV94) du gymnase de la ZAC des Hautes Bornes

M. le Maire : Maintenant, c'est à moi, rétrocession... c'était plutôt Ali. Il est où Ali ? C'est plutôt lui, cela. On en a déjà parlé, c'est la rétrocession par la SADEV, c'était prévu lorsque la ZAC a été créée. Voilà, si tu veux. Ah, c'est moi ? Ah oui, c'est moi, bon, c'est moi.

Lorsque la ZAC a été créée, au terme de la construction du gymnase, j'ai été prévenu qu'il soit rétrocédé à la Ville pour l'euro symbolique, Madame Francisot en a parlé tout à l'heure puisque c'est inscrit maintenant dans le patrimoine. Nous vous demandons donc de voter ce rachat pour l'euro symbolique. Oui, Monsieur Chalbi.

M. Chalbi : Merci Monsieur le Maire. Je voudrais juste intervenir à ce sujet. Effectivement, le gymnase a été construit par la SADEV. Je voulais juste remonter deux faits qui se sont passés récemment. Effectivement, il y a eu un muret qui est tombé parce que des camions qui passent par là et qui font des manœuvres ont fait tomber le muret. Le muret a été repris cette semaine, il manque juste la partie grillage. Lorsque, Monsieur le Maire, je vous ai fait part des différents problèmes que j'avais remontés sur le quartier, il y a un des directeurs de la SADEV qui est intervenu et nous avons aussi remonté des infiltrations d'eau dans le gymnase au niveau des vestiaires et du terrain en lui-même. Dès qu'il pleut beaucoup, il y a des infiltrations d'eau, ce qui est assez embêtant pour un gymnase qui a moins de 4 ans, enfin, qui a 4 ans.

Ma question, c'était une question totalement légitime, c'est de dire : écoutez, nous on récupère un équipement public, il y a quand même des garanties décennales à ce niveau-là au niveau de la construction, qu'en est-il pour que la Ville ne se retrouve pas à payer sur ses propres deniers des réparations dues à des malfaçons à la livraison de cet équipement public ? C'est juste un point d'attention à ce niveau-là qui n'empêchera pas que je voterai pour la délibération.

M. le Maire : Merci de l'intervention, Monsieur Chalbi. Il y a effectivement une garantie décennale, les services suivent, avec la SADEV, ce n'est pas parce qu'on l'a que c'est oublié, c'est en cours. Malheureusement, l'avènement du gymnase a une vie agitée puisqu'au départ il y a une entreprise qui a déposé le bilan, donc cela a été très long. Une autre entreprise a repris et peut-être que l'on a subi, malheureusement, une réalisation qui n'est pas au top. Ceci dit, les services, et là il y a la décennale qui s'applique en plein, il va bien falloir qu'elle s'applique et on le suit. Effectivement, le muret a déjà été repris par la SADEV, parce que cela concernait la SADEV, et d'autres choses.

Et après, ce n'est pas à l'ordre du jour, mais on discutera, j'ai rencontré les gens du quartier, les camions, etc., tout cela, c'est délicat de voir, on verra, on proposera de tenter un essai. Ce n'est pas lié à l'affaire du gymnase, c'est le quartier en lui-même où il y a quelques problèmes à régler. Quoi qu'il en soit, on ne va pas laisser le gymnase à la SADEV puisque pour l'euro symbolique, on paie déjà l'assurance, pour l'euro symbolique on récupère quand même notre gymnase, parce que c'est notre gymnase.

Le point que vous avez soulevé, il a été déjà soulevé, il est suivi et cela n'obérera pas la responsabilité de la SADEV et autres. On ne va pas laisser tomber, la preuve c'est qu'on les a mis, j'allais dire, au pied du mur et ils ont refait le mur.

Y a-t-il d'autres observations ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 24.132

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.132 est adoptée à l'unanimité.

→ Acquisition des parcelles sises 25, rue des Pâquerettes et 92, quai de Choisy auprès des conjoints PEREIRA GASPAR VINCENT

M. le Maire : Acquisition des parcelles au 25, rue des pâquerettes et 92, quai de Choisy auprès des conjoints PEREIRA GASPAR et VINCENT. On a eu beaucoup de chance que cela se vende parce que c'est dans le secteur où on a nos services techniques. Et donc, nous allons avoir un problème notamment avec la déchetterie municipale qui se trouve là où actuellement la mosquée est en construction et qui va donc disparaître. On ne savait pas trop où la mettre, et là, c'est fantastique, on a trouvé ces terrains et autre à proximité des services techniques, ce qui sera plus pratique et ce qui va nous permettre de déplacer la déchetterie, entre autres structures que l'on fera pour nos agents à cet endroit. C'est pour cela que nous rachetons ces terrains.

Y a-t-il des observations sur ce sujet ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 24.133

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI

Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.133 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation de l'avenant N°8 au traité de concession d'aménagement de la ZAC du Port

M. le Maire : Le point suivant, c'est Monsieur Ali Id Elouali, approbation de l'avenant n°8 au traité de concession d'aménagement de la ZAC du Port. Ce sont les renouvellements.

M. Id Elouali : En effet, c'est bien moi, chers collègues. C'est assez classique, sauf que là, je dirais, l'avenant porte sur la prorogation de la concession relative à la ZAC du Port jusqu'au 31 décembre 2029. Cette prorogation est justifiée par les différents recours dont les permis de construire des lots B1, B3 et modulaire font l'objet. Pour rappel également, la promesse de vente relative à ces 3 lots et signée avec le groupe BNP Duval qui arrive pour partie à échéance le 6 mars 2025. L'idée est vraiment d'anticiper cette échéance, cette date, d'où cet avenant n° 8 qui fait la prorogation de la concession pour 3 ans de plus jusqu'au 31 décembre 2029.

Dans ce cadre, il est demandé au Conseil Municipal de délibérer afin d'émettre un avis favorable sur les termes de cet avenant au traité de concession de la ZAC du Port. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 24.134

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.134 est adoptée à l'unanimité.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES (DGST)

→ Approbation de l'avenant N°14 relatif à la convention d'exploitation du service urbain « Choisy Bus » avec la RATP

M. le Maire : Le point suivant. Monsieur Bolle va nous présenter, il s'agit aussi d'un avenant qui est relatif à la convention d'exploitation du Choisy Bus.

M. Bolle : Merci, Monsieur le Maire, mes chers collègues. Effectivement, je reviens ce soir devant nous pour présenter les habituels avenants que nous avons dans la convention qui nous lie avec la RATP sur l'exploitation de cette ligne de bus, le célèbre Choisy Bus. La dernière fois que nous l'avons passée, c'était en septembre 2023, elle avait une date de fin au 31 décembre 2024 qui était et la date initialement prévue de la fin des monopoles de la RATP, c'est pourquoi on s'était positionnés sur cette date-là. Entre-temps, la RATP s'est vue prolongée pour son monopole jusqu'à 2026 et comme nous vous en avons informé, nous souhaitons faire évoluer le service Choisy Bus, pas le faire disparaître, mais bien évidemment le faire évoluer. C'est un service qui a plus de 40 ans d'histoire et qui ne correspond plus au fonctionnement d'une ligne de bus classique telle que l'on pourrait l'espérer aujourd'hui.

Nous avons profité de ce laps de temps pour établir un diagnostic, un diagnostic précis sur l'existant avec un audit. On s'est fait accompagner pour cela, notamment à travers un questionnaire auprès de la population sur le devenir de la ligne, ce qui nous a permis de dégager un scénario préférentiel. À savoir que sur la Ville, nous avons bien clairement identifié qu'il y a deux zones blanches en matière de transport en commun : le cœur des Gondoles, Gondoles Nord comme Gondoles Sud, mais également le quartier de la Prairie, nous l'avons évoqué à de nombreuses reprises, le quartier de la Prairie était un impératif dans les évolutions futures du Choisy Bus que nous envisagions.

Le scénario sur lequel nous nous dirigeons nous permettra de multiplier les rotations le matin et le soir pour desservir le quartier de la Prairie via la gare du RER C et aller desservir également le quartier des Gondoles et le cœur des quartiers des Gondoles. Pour ce faire, il nous faut de nouveau prolonger un avenant et la convention avec la RATP sur l'actuel Choisy Bus, il n'est évidemment pas question qu'elle s'arrête du jour au lendemain pour redémarrer dans quelques mois.

Tout cela est en parallèle avec une discussion avec Île-de-France Mobilités pour obtenir la compétence, parce qu'il nous faut bien obtenir la compétence que nous n'avons pas aujourd'hui pour exploiter une ligne de bus. Sachez que nous avons obtenu un premier accord avec un premier écrit de la part d'Île-de-France et que l'on est aujourd'hui en train de monter la délibération est les textes nécessaires pour obtenir et avoir cette délégation de compétence de la part d'IDFM. Voilà pourquoi, encore une fois, ce soir on renouvelle avec cette proposition d'avenant n° 14 qui est prévu pour couvrir la totalité de l'année 2025 parce que quand on construit, on sait quand on démarre, mais c'est difficile de savoir où est-ce que l'on atterrit. L'objectif étant d'arriver à l'été 2025 avec un nouveau format et un nouveau service proposé. Merci à vous.

M. le Maire : Merci Monsieur Bolle. Là aussi, je remercie nos services, il y a eu un gros travail, plusieurs réunions pour encore optimiser l'utilisation du Choisy Bus, donner encore plus de satisfaction, notamment aux habitants du quartier de la Prairie qui souhaitaient une

plus grande rotation. C'est dans ce but-là, je pense que nous allons parvenir à nos fins pour la satisfaction de ces habitants. Donc, là aussi, un gros travail, beaucoup de réunions.

Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Juste qu'il soit noté au procès-verbal que je me déporte sur ce dossier étant donnée ma position à Île-de-France Mobilités pour sécuriser la délibération pour notre Ville.

M. le Maire : Tout à fait, je vous en remercie. D'autres interventions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 24.135

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 2 (GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine)

La délibération n° 24.135 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation de la convention d'engagement au titre de la mise en place d'un outil métropolitain de supervision énergétique des bâtiments publics – ADVIZEO

M. le Maire : Maintenant nous arrivons à Monsieur Marques qui va nous présenter une convention d'engagement pour une mise en place d'un outil de supervision énergétique des bâtiments publics. Il y a un autre truc avant ? Non, non, c'est lui qui a les travaux, c'est bien Monsieur Marques, les bâtiments. Allez-y, Monsieur Marques.

M. Marques : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et à tous. La loi ELAN, programmée fin 2018, a inscrit au Code de la construction et de l'habitation une obligation de réduire la consommation énergétique des bâtiments tertiaires. Sont concernés tous les bâtiments ou locaux d'activité à usage tertiaire et dont la surface d'exploitation est supérieure ou égale à 1000 m². Une grande partie des bâtiments publics de la commune est par conséquent concernée par ces obligations qui visent notamment à réduire de 40 % d'ici 2030, 50 % d'ici 2040 et 60 % d'ici 2050, la consommation énergétique.

Parallèlement au programme d'investissement énergétique porté par la commune, isolation du gymnase Rousseau, de l'école Victor Hugo, de l'école Langevin, passage en leds de l'éclairage public, etc., il est nécessaire de se doter d'un outil informatique permettant d'améliorer le suivi des consommations de nos bâtiments et de garantir l'objectif de réduction énergétique. La Métropole du Grand Paris propose gratuitement pendant les trois premières

années un outil informatique qui permet ce suivi ainsi que la comparaison des consommations des bâtiments de son territoire.

M. le Maire : Merci Monsieur Marques. C'est un outil intéressant. Monsieur Chalbi.

M. Chalbi : Merci. Je voulais juste compléter les propos de Monsieur Marques. Effectivement, cela fait partie d'un plan aussi plus large au niveau de la collectivité de se doter d'outils qui nous permettent de remonter les données de manière transparente et rapide pour avoir l'état des lieux de la collectivité au niveau de tous les services, de tous les équipements. Cela fait partie de ce plan plus large qui est d'arriver à ce que l'on appelle l'*open data*, ce sont les données accessibles à tous et aux services de la Ville d'abord. Cela nous ouvre des possibilités, à terme, de pouvoir détecter des fuites, de pouvoir se projeter sur de futurs équipements, de pouvoir câbler cela sur d'autres outils. Notamment, cela permettra aussi au niveau de la Direction générale des services techniques d'avoir des tableaux de bord en temps réel de toutes les données, ce peut être aussi bien les données au niveau des associations, de la voirie, de l'éclairage, du sport. C'est la constitution d'un outil de décision et c'est aussi à terme, la loi nous y oblige aussi, d'ouvrir les données de la collectivité à tous les Choisyens, tous les citoyens pour qu'ils puissent voir ce qui se passe en temps réel sur la Ville et aussi utiliser ces données-là. Ce qui se passe au niveau du ministère, au niveau de l'Éducation nationale, etc., on a l'accès libre à toutes ces données-là.

Nous, à Choisy-le-Roi, on y arrive, on se dote de ces outils et on y vient. Cela commence par-là, par les fluides, et cela continue sur d'autres sujets comme la voirie, par exemple.

M. le Maire : Merci, Monsieur Chalbi. Effectivement, c'est un outil intéressant.

Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

Vote de la délibération n° 24.136

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.136 est adoptée à l'unanimité.

SPORTS

→ Répartition des subventions municipales aux associations sportives année 2024

M. le Maire : C'est toujours Monsieur Marques qui va nous présenter les subventions municipales aux associations sportives.

M. Marques : Dans le cadre de la répartition proposée aujourd'hui, ce sont 36 associations sportives qui bénéficient d'une subvention et elles regroupent près de 7 000 licenciés. 12 clubs verront le montant de leurs subventions augmenter, dont 6 d'entre eux pour au moins 2 000 € : le SNCR, le rugby, le volley, la gymnastique, le hand et l'athlétisme.

Parmi les actions remarquables de ces structures qui consacrent pour certaines plus de 50 % de leur budget à la masse salariale, nous pouvons relever le dispositif Sport Santé, Sport sur Ordonnance, du rugby et de l'athlétisme, l'embauche sous contrat de formation de jeunes Choisyens par le hand et le rugby, les accessions au meilleur niveau national des féminines du SNCR, ainsi que la D2 pour les seniors garçons, enfin, l'organisation par le club de volley du tournoi du jumelage en 2025.

Les autres clubs appelés à recevoir 1 000 € de plus, sont le badminton, le tennis de table, l'aviron, les boulistes, le judo et le Twirling bâton. L'ASCR club de football et le basket qui ont rendu la comptabilité en retard passeront au prochain Conseil avec un montant identique à celui de l'année précédente. Ces deux clubs réunissent un millier de pratiquants.

À noter que les 3 associations qui enregistrent une baisse de leurs subventions disposent de réserves conséquentes en trésorerie avec des livrets suffisamment crédités pour être à l'abri de toute difficulté économique. C'est un élément important au moment de définir la subvention.

Le soutien aux jeunes sportifs de haut niveau est maintenu. On leur souhaite la même réussite qu'à Janelle Salaün qui a été finaliste olympique au basket féminin, Tidjane Salaün Sissoko qui a été drafté en sixième position et qui vient d'intégrer la NBA à tout juste 19 ans ou encore Justine Diaz qui a été sixième au dernier Championnat du monde cet été. Trois sportives et sportifs qui ont bénéficié de l'accompagnement de la municipalité au cours des deux dernières années.

L'implantation de nouvelles pratiques se poursuit, qu'il s'agisse de la boxe thaï ou du basket 3X3, disciplines qui bénéficient de créneaux au gymnase Joliot Curie depuis cet été et que l'on a pu voir aux Jeux olympiques.

Le handisport qui concerne les personnes en situation de handicap moteur ou sensoriel et le sport adapté qui est destiné aux personnes en situation de handicap mental ou psychique se développent petit à petit au sein du mouvement sportif Choisyen malgré les contraintes importantes auxquelles sont confrontées les associations qui essaient de l'organiser. On a pu voir, grâce à une large diffusion des Jeux paralympiques, que la plupart des disciplines nécessitent un terrain aménagé et parfois jusqu'à un aidant ou un accompagnant par athlète. De nombreux clubs de notre Ville en accueillent plusieurs, on retrouve ainsi 13 associations qui comptent entre 1 et 5 parasportifs, 4 associations entre 5 et 15 parasportifs, il s'agit du judo, de l'athlétisme, du hand et de la voile, nous en avons même 2 qui en comptent plus de 30 dont le club des boulistes au parc Maurice Thorez. Nous en avons tenu compte pour définir les montants des subventions afin d'encourager les efforts d'accueil, de formation et de structuration entamés en la matière.

Enfin, et pour terminer, nous pouvons nous réjouir de l'installation d'un revêtement neuf pour le terrain synthétique numéro 2 au stade Jean Bouin après celle d'un nouveau sol sportif au gymnase René Rousseau et souhaiter que l'édition 2025 du dispositif Anim'été soit aussi réussie que celle que nous venons de connaître grâce, entre autres, à l'implantation du village sur le terrain de rugby du stade Jean Bouin et à une étroite collaboration entre différents services de la commune, en particulier la jeunesse et le sport. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Monsieur Marques. Des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? À l'unanimité. Merci à vous.

Vote de la délibération n° 24.137

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.137 est adoptée à l'unanimité.

COMMERCE

→ Dérogation au principe de repos dominical à Choisy-le-Roi – Calendrier des ouvertures autorisées pour l'année 2024

M. le Maire : Je vais donner la parole à Monsieur Thiam qui nous présente la dérogation au principe de repos dominical et le calendrier des ouvertures autorisées le dimanche pour les commerces.

M. Thiam : Relativement très simple. Délibération que l'on a l'habitude de voir chaque année à la même période qui consiste au principe de dérogation de repos dominical, compétence du Maire après avis du Conseil Municipal.

Vous avez la liste des dimanches proposés. La plupart des dimanches correspondent aux fêtes de fin d'année, aux dates où la consommation des ménages et les offres des commerçants sont les plus accrues.

Je vous appelle à voter cette délibération.

M. le Maire : Merci, Monsieur Thiam. Y a-t-il des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Oui, Monsieur Thiam aurait pu préciser que l'on passe de 5 à 12 dimanches ouverts. Comment ?

M. Thiam : Je n'ai pas entendu.

M. Guillaud-Bataille : On passe surtout de 5 dimanches à 12 dans la délibération. C'est une modification, et pour le coup, jusqu'à maintenant, c'était les 5 dimanches des fêtes de fin d'année qui étaient ouverts, que nous votions, et là, on passe à 12 et ce sont les deux périodes de soldes et le week-end précédant la rentrée qui sont ajoutés.

Pour notre part, nous avons évidemment connaissance du contexte concurrentiel dans lequel évoluent aussi les marchands Choisyens, notamment à ces moments-là, et donc nous n'allons pas voter contre. Cela dit, bien que l'on ait tous conscience que cette délibération concerne essentiellement les salariés des commerces et que ce sont donc les salariés des commerces qui pourront être appelés à travailler par leur employeur sans avoir la possibilité de dire « non, ce n'est pas possible ce dimanche-là » puisque ce sera un dimanche « normal ». Donc, cela va augmenter la pression sur un certain nombre de salariés.

Pour nous, cela pose quand même une question, une question qui aurait mérité peut-être un débat un peu plus long que nos échanges avec les commerçants qui amènent le fait qu'ils ont besoin tous ces week-ends-là vu les zones de chalandise autour de nous. Évidemment, nous l'entendons, mais on veut par cette abstention marquer une pensée pour les salariés qui, eux, objectivement, n'auront du coup pas d'autre choix que de suivre leur employeur suite à cette délibération. Donc, nous nous abstiendrons sur cette délibération.

M. le Maire : Monsieur Thiam, vous voulez ajouter quelque chose, non ? Écoutez, je pense que Monsieur Thiam, je le connais, et moi-même, bien sûr que l'on est sensibles au sort des salariés. Simplement, aujourd'hui, en 2024, 60 à 70 % des commerces sont des commerces où il y a uniquement le patron. Donc, eux, ils sont libres.

Maintenant, effectivement, j'entends aussi des Choisyennes et des Choisyens qui se plaignent, ou des gens qui vivent à l'étranger, alors ce n'est peut-être pas le bon exemple, mais qui sont toujours stupéfaits de voir que le dimanche tout est fermé. Donc, on essaie de ménager les deux.

Maintenant, je peux partager aussi vos craintes, oui, il y a une loi que bien sûr l'entrepreneur doit respecter : c'est sur le volontariat. On ne peut pas obliger un salarié à travailler le dimanche et j'espère bien que cela se passe comme cela. Mais encore une fois, la plupart des commerçants concernés sur Choisy, ce sont des commerçants qui sont unipersonnels, qui sont tout seuls dans leur boutique et qui nous demandent de l'aide face à la concurrence des grandes surfaces qui, elles, vont ouvrir, Belle Épine c'est ouvert, tout cela c'est ouvert. On ne peut pas non plus..., vous savez, un commerçant aujourd'hui à son compte, il y en a qui ne gagnent même pas le SMIC. Je sais que vous le savez, Monsieur Guillaud-Bataille, et je comprends votre remarque. Là où il y a les salariés, si l'on va plus à même dans le fond, moi personnellement, ce que je souhaiterais, c'est que l'on n'ait pas besoin de travailler le dimanche et moi je suis pour préserver au moins un jour, et cela a toujours été le dimanche pour la famille, pour tout cela, etc., bien sûr, dans un monde idéal. Mais pour cela, il faut, en amont, changer les choses, notamment vis-à-vis des grandes surfaces.

Il y a une grande question qui se pose pour nos villes parce que la plupart des villes, pas seulement des villes où il n'y a pas un gros potentiel d'achat, mais même des villes où maintenant il y a un gros potentiel d'achat, quand on se balade dans les rues, on voit plein de commerces qui sont fermés. Donc là, il y a tout un travail de fond à revoir. Moi je préfère... une ville qui n'a plus de commerces, mince, Amazon, machin. Écoutez, j'ai beau

expliquer qu'une ville où il n'y aura plus de commerces, plus rien, dont certaines personnes qui sortent c'est leur seule rencontre de la journée ou de la semaine.... On est pour la défense des commerces et de les aider au maximum, c'est pour cela que l'on a accepté d'augmenter les journées, parce qu'après analyse, effectivement, ce sont des commerces où les gens travaillent tout seuls.

Comment ? Non, la plupart, j'ai dit, la plupart des commerçants.

M. Guillaud-Bataille : Ceux qui sont commerçants seuls n'ont pas besoin de votre dérogation pour ouvrir.

M. le Maire : Oui, c'est vrai.

M. Guillaud-Bataille : Donc ne me dites pas « c'est parce qu'il y a beaucoup de gens qui travaillent seuls dans leur magasin » que l'on prend cette délibération. Ceux-là n'ont pas besoin de dérogation de la municipalité.

M. le Maire : Bien sûr, vous avez raison.

M. Guillaud-Bataille : Donc, la dérogation ne concerne que ceux qui ont des salariés pour qu'ils puissent faire appel à leurs salariés. Ne répondez pas à côté, s'il vous plaît.

M. le Maire : Bien sûr, mais malgré tout, on constate que ceux qui ouvrent... ce n'est pas parce qu'ils ont une dérogation qu'ils vont forcément ouvrir. Ce que l'on constate, c'est ce que je veux vous dire, c'est que malgré tout, ceux qui ouvrent le dimanche, ce sont des commerçants où il y a le patron qui est tout seul. Il y a même des commerces, je l'ai vu, parce que ce n'est pas la première année qu'on le fait, qui ont des salariés, mais qui ne convoquent pas les salariés parce qu'il faut aussi les payer double, il ne s'agit pas de les payer avec un lance-pierre, ils sont payés double, et qui préfèrent à ce moment-là assurer eux-mêmes la journée du dimanche et libérer leurs salariés. C'est juste ce que je veux dire. Je le dis, dans un monde idéal, je préférerais ... les commerces que j'ai connus dans mon enfance, que beaucoup ici ont connus, le dimanche c'était fermé, tout le monde pouvait avoir une vie familiale ou autre, ou de loisirs. Maintenant, on est...

Oui, Monsieur Thiam.

M. Thiam : Je disais qu'il y a des commerces qui dépendent vraiment de ces périodes. Ce sont des périodes auxquelles ils ont de la trésorerie. Le sujet est un peu plus vaste que cela.

M. le Maire : Les périodes de fêtes où toutes les grandes surfaces sont ouvertes et eux ferment, alors que c'est là qu'ils peuvent améliorer un peu leur quotidien, on y est sensibles. Mais je comprends tout à fait ce que veut exprimer Monsieur Guillaud-Bataille.

OK, il y a d'autres interventions là-dessus ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? Donc 3 abstentions, très bien. C'est voté, merci.

Vote de la délibération n° 24.138

Ont voté pour : 36

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI

Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 5 (BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.138 est adoptée à la majorité.

→ Contrat d'abonnement pour le stationnement payant sur le domaine public pour les véhicules des commerçants installés en zone 2

M. le Maire : Toujours Monsieur Thiam. Là aussi, pour aider nos commerçants, nous avons proposé un contrat d'abonnement pour le stationnement payant sur le domaine public pour les véhicules des commerçants installés en zone 2. Monsieur Thiam va nous présenter cela.

M. Thiam : Je vais présenter, mais je vais surtout vous introduire, rendre à César ce qui appartient à César, c'est votre initiative. On part d'un dispositif d'une délibération de 2019 qui a été engagé par l'ancienne majorité. Ce dispositif permettait aux véhicules des commerçants de stationner, mais seulement en zone 2 sur la Ville avec un montant de 50 € mensuels.

Après diagnostic et analyse de ce dispositif 5 ans après, on voit que c'est un dispositif qui est onéreux, lourd et qui est un peu difficile à comprendre pour les commerçants. On l'a amélioré, on peut dire, on a amélioré l'ancienne délibération et l'on part sur un dispositif comprenant la zone 1 et 2 de la Ville en direction de tous les commerçants qui pourront se garer désormais à proximité de leur commerce, de leur structure, il faut des murs, qui vont se garer à proximité de leur commerce pour un coût de 200 € annuels. Ils pourront s'inscrire auprès de nos services. Vous pouvez... c'est votre dispositif.

M. le Maire : Que l'on soit bien précis, ils n'ont pas de places réservées, pas du tout. Ils ont juste cette opportunité, c'est une aide.

Y a-t-il des observations là-dessus ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Ah, Madame Desprès, d'accord. Les votes contre, il y a Madame Desprès avec votre pouvoir, bien sûr. Y a-t-il des abstentions ? Non. Le reste vote pour. Merci. Merci à vous.

Vote de la délibération n° 24.139

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 2 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan)

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.139 est adoptée à la majorité.

HABITAT

→ Approbation de la convention d'objectifs 2025 – 2028 entre la Ville et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Val-de-Marne (ADIL94)

M. le Maire : Je vais donner la parole à Monsieur Druart qui nous présente une convention d'objectifs entre la Ville et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement.

M. Druart : Oui, merci Monsieur le Maire. Comme vous l'avez dit, l'approbation de la convention avec L'ADIL pour la période 2025 – 2028.

Pour rappel, L'ADIL a été créée en 98. Ses missions principales sont : délivrer des conseils neutres, gratuits et personnalisés en matière de logement aux habitants et aux professionnels, renseigner et former les acteurs du logement public et privé du Val-de-Marne, observer les dynamiques des marchés immobiliers et produire de la connaissance sur les problématiques en matière d'habitat dans le Val-de-Marne.

Avec la Ville, ils ont un partenariat depuis 2013. Pour information, en 2023 il y a eu 993 Choisyens qui ont consulté l'ADIL sur les différentes thématiques, principalement le rapport locatif dans le parc privé, 40 % à peu près des consultations. Bien sûr, le service habitat peut consulter, peut solliciter l'ADIL.

Donc, cette convention est renouvelée annuellement jusqu'à 3 fois, ce qui nous mène jusqu'au 31 décembre 2028. Le coût annuel est de 0,10 € par habitant, ce qui fait à peu près pour l'année 2025 un coût prévisionnel de 4700 €. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Druart. Des interventions ? C'est une vieille convention que l'on renouvelle. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 24.140

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.140 est adoptée à l'unanimité.

CONSERVATOIRE

→ Convention de partenariat entre le Centre Européen de Musique de chambre ProQuartet et la commune de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Je vais redonner la parole à Madame Ostermeyer qui nous présente une convention de partenariat pour avoir de la très belle musique à Choisy-le-Roi.

Mme Ostermeyer : Oui, tout à fait. Il s'agit cette fois d'approuver une convention de partenariat entre le Centre Européen de Musique de chambre qui s'appelle ProQuartet et la commune de Choisy-le-Roi, ceci à destination des élèves de notre conservatoire et aussi des musiciens amateurs du territoire.

Ceci, à travers l'organisation régulière de stages de musique de chambre, et c'est une chance pour nos élèves d'être ainsi encadrés par des résidents de l'association ProQuartet, car ce sont de jeunes artistes très talentueux et déjà lauréats de concours internationaux.

Il vous est donc proposé de vous prononcer sur cette convention d'un an, pour commencer, et d'autoriser notre Maire à la signer. Merci.

M. le Maire : Merci, Madame Ostermeyer. Des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 24.141

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.140 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ Approbation de l'avenant N°1 — Conseil Local de Santé Mentale « Lucien BONNAFÉ »

M. le Maire : Alors maintenant, je vais donner la parole à Madame Fadli pour nous présenter un avenant au Conseil Local de Santé Mentale qui nous tient à cœur, qui est bien important.

Mme Fadli : Merci, Monsieur le Maire, chers collègues. Nous examinons aujourd'hui l'avenant n° 1 à la convention du Conseil Local de Santé Mentale Lucien Bonnafé.

Ce conseil, mis en place avec les villes de Choisy-le-Roi, Orly, Villeneuve-le-Roi ainsi que nos partenariats de santé, vise à mieux coordonner la prise en charge des troubles mentaux sur notre commune.

L'avenant proposé vise à remplacer la commune de Choisy-le-Roi par son Centre Communal d'Action Sociale, CCAS, dans la gestion et le suivi de cette convention. Le CCAS est en effet le mieux placé pour répondre aux besoins sociaux locaux en lien avec la précarité de santé mentale identifiée dans l'analyse des besoins sociaux de la Ville. Cette substitution permettra de rapprocher les actions sociales du Conseil Local de Santé Mentale des réalités vécues par nos concitoyens les plus vulnérables.

Je vous invite donc à approuver cet avenant qui renforcera notre capacité à intervenir efficacement en matière de santé mentale et d'action sociale. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci. Des interventions ? Madame Desprès.

Mme Desprès : Je me félicite tout à fait, je l'avais fait également en son temps. J'en profite pour vous dire, Monsieur le Maire, comme je le dis à chaque fois au CCAS, que normalement il y a une commission pour les personnes handicapées qui doit être mise en place sur la Ville, c'est la seule commission qui est obligatoire et, à ma connaissance, elle n'existe toujours pas à Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Pourtant, on a actuellement un référent handicap, mais vous avez raison. On va y procéder, je me tourne vers les services, nous allons y procéder. Je vous suis. Vous pourrez le rappeler au CCAS au prochain CA.

Mme Desprès : Je le rappelle à chaque CA, la Vice-présidente peut en témoigner.

M. le Maire : Très bien, et bien je vais veiller à ce que.... D'accord. On va y procéder. Très bien. D'autres interventions ? Non.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 24.142

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, , OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES

Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 24.142 est adoptée à l'unanimité.

→ Compte rendu des décisions L-2122 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Y a-t-il des interventions sur le compte rendu des décisions L-2122, très fameuse ? Je n'en vois pas. Bien.

*La délibération n° 24.143 **PREND ACTE***

Merci beaucoup de cet excellent Conseil. Je vous donne rendez-vous, le prochain c'est le 19 décembre, je crois.

La séance est levée à 21 h 58.